ARMUT VERHINDERN

Aktionstag gegen Armut und Prekarität

Donnerstag
11. Mai 2023
Zentralplatz
in Biel
12h — 20h

1. Informationen
2. Aktivitäten
3. Sensibilisierung

PRÉVENIR LA PRÉCARITÉ

Journée d'action contre la pauvreté et la précarité

Jeudi
11 mai 2023
Place Centrale
à Bienne
12h — 20h

Informations 1
Activités 2
Sensibilisation 3



DSi OiS
Dachverband soziale Institutionen Biel Region
Organisation faîtière des institutions sociales Bienne et région

Stadt Biel
Ville de Bienne
Soziales
Affaires sociales

Gemeinsam gegen Armut und Prekarität!

Über 30 Institutionen werden mit Ständen vertreten sein, um mit der Bevölkerung in Kontakt zu treten:

Markt der Möglichkeiten

- Welche sozialen Angebote gibt es in Biel?
- Wo kann ich Unterstützung erhalten – für mich oder für Betroffene, die ich kenne?
- Wo kann ich mich engagieren, um anderen zu helfen?

Armut und Prekarität entstigmatisieren

- Was ist eine prekäre Situation?
- Welche Lösungen gibt es für mich und für andere?

Weitere Infos

Für alle, gratis

Attraktives Programm mit Kultur, Informationen und Spielen.

Ensemble, contre la pauvreté et la précarité !

Plus de 30 institutions tiendront un stand afin d'aller à la rencontre de la population :

Marché des possibilités

- Quelles sont les offres sociales à Bienne ?
- Où puis-je trouver de l'aide, pour moi ou pour les personnes concernées que je connais ?
- Où puis-je m'engager pour aider les autres ?

Déstigmatiser la pauvreté et la précarité

- Qu'est-ce qu'une situation précaire ?
- Quelles solutions existent pour moi, et pour les autres ?

Plus d'infos

Pour toutes et tous, gratuit

Programme attractif avec offre culturelle, informations et jeux.

Partenaires

Partner

ATD Quart Monde Vierte Welt

benevol

Santé bernoise
Berner Gesundheit

CARITAS Bern Berne

Casanostra

City Card Biel/Bienne

contact
Stiftung für Suchthilfe
Fondation Aide Addiction

CSP
Centre Social Protestant
Berne-Jura

EIN HAUS pour Bienne

FAIR.

frac

Kirchlich getragene
GASSENARBEIT
TRAVAIL DE RUE
soutenu par les églises
Biel – Seeland – Jura

Gassenküche VAGOS

GAS
GROUPEMENT D'ACTION SOCIALE DU JURA BERNOIS

Heils-Armee

ipt

katholisch biel/bienne catholique
fachstelle soziales
service social

KLINIK | selhofen

L'Envol

MULTIMONDO

sleepin • notschlafstelle biel

pro infirmis

PRO SENECTUTE

reformierte kirchgemeinde biel

SCHREIB-SERVICE D'ÉCRITURE

Croix-Rouge suisse
Schweizerisches Rotes Kreuz
Canton de Berne Kanton Bern

Selbsthilfe BE
Info-Entraide BE

Stadt Biel
Ville de Bienne

Stadt Biel
Ville de Bienne

stiftung fondation battenberg

suprax
Ambulante Suchtbehandlung
Traitement ambulatoire des addictions

SYPHON

THEATER ORCHESTRE BIEL SOLOTHURN
BIENNE SOLEURE

VERKEHR

winterhilfe
Kanton Bern

Sponsoring

Sponsoring

AvenirSocial

Berufsverband Soziale Arbeit Schweiz
Association professionnelle suisse du travail social
Associazione professionale lavoro sociale Svizzera
Associaziun professiunala svizra da la lavur sociala

Revue de presse de la Journée d'action contre la pauvreté et la précarité

Pressespiegel vom Aktionstag gegen Armut und Prekarität

Sommaire - Inhalt

Journée d'action contre la précarité - *YouTube* – Telebielingue – 12.05.2023

Elisabeth Baume-Schneider à Bienne pour la lutte contre la pauvreté - rts.ch - 11.05.2023

Elisabeth Baume-Schneider à Bienne pour la lutte contre la pauvreté - RJB votre radio régionale-11.05.2023

Le marché des possibilités pour lutter contre la précarité - ajour.ch - 11.05.2023

Tag der Armut: Elisabeth Baume-Schneider eröffnet den Aktionstag auf dem Zentralplatz in Biel -ajour.ch - 05.05.2023

Biel setzt Zeichen der Solidarität gegen Prekarität und Armut - nau.ch – 04.05.2023

Bienne: des consultations pour sortir du piège de l'endettement - ajour.ch – 09.05.2023

Schuldenberatung in Biel: «Die Menschen sind motiviert, sich aus der Misere zu befreien» – ajour – 09.05.2023

Hilfe von der Kirche in Biel: «Viele der Personen arbeiten in einem Job des Tieflohnsektors» – ajour – 09.05.2023

Hilfe für Betroffene: Ein Bieler Aktionstag gegen Armut undPrekarität – ajour – 13.04.2023

Von der Arbeiter-zur Hochschulstadt – 12.06.2023

Elisabeth Baume-Schneider zu Besuch in Biel **- Bieler Tagblatt** – 12.05.2023

Elisabeth Baume-Schneider à Bienne contre la pauvreté – ajour – 12.05.2023

Wir hören viele bewegende Geschichten – *Region – 09.05.2023*



Journée d'action contre la précarité - YouTube – Telebielingue – 12.05.2023

Elisabeth Baume-Schneider à Bienne pour la lutte contre la pauvreté



Journée d'action à Bienne pour sensibiliser la population à la pauvreté / Le 12h30 / 1 min. / le 11 mai 2023

La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a ouvert jeudi à Bienne la Journée d'action contre la pauvreté et la précarité. Par sa présence, elle a voulu souligner l'importance de la solidarité, du lien social et de l'engagement pour enrayer ce fléau.

Plus de 30 organisations engagées dans la lutte contre la pauvreté et la précarité avaient dressé des stands d'information à la Place centrale à Bienne sous le slogan "Marché des possibilités". Elles présentaient un large éventail des offres pour venir en aide aux personnes dans le besoin.

"La pauvreté progresse partout en Suisse", a déclaré la conseillère fédérale socialiste lors de son discours, ajoutant que cela devenait particulièrement préoccupant "à nos yeux". Et d'affirmer que la pauvreté, qui touche plus de 700'000 personnes, n'était pas un problème marginal.

>> Lire aussi: Un rapport pointe une ignorance de la pauvreté en Suisse

Elisabeth Baume-Schneider constate que tout cela n'est que la partie émergée de l'iceberg selon ses termes. "Il y a aussi toutes celles et ceux qui se trouvent dans l'angle mort des statistiques". Pour la Jurassienne, les inégalités s'accentuent aussi en Suisse au rythme des crises qui se succèdent.

Pour la cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP), quiconque se retrouve en situation de pauvreté peut voir avec cette journée d'action qu'il n'est pas seul, qu'il existe du soutien, de la solidarité et des solutions. Elisabeth Baume-Schneider est allée ensuite à la rencontre des gens qui lui ont parlé de leur vécu.

Aide sociale

Les participants à la manifestation ont abordé des questions liées au bénévolat, aux formes que prend la pauvreté et à l'aide aux personnes dans le besoin. La Ville de Bienne est particulièrement concernée par ces fléaux avec un taux d'aide sociale de 10,2%, un chiffre bien plus élevé que dans la plupart des autres villes.

L'Etat et la société civile doivent oeuvrer ensemble pour que l'aide parvienne à temps à ceux qui en ont besoin et pour éviter ainsi des situations de dépendance, ont souligné les organisateurs de cet événement, l'organisation faîtière des institutions sociales Bienne et région (OIS) et le Département des affaires sociales de la ville.

Publié le 11 mai 2023 à 17:43 Modifié le 11 mai 2023 à 18:29

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision

Elisabeth Baume-Schneider à Bienne pour la lutte contre la pauvreté

La conseillère fédérale a ouvert jeudi la Journée d'action contre la pauvreté et la précarité. Plus de 30 organisations ont dressé des stands d'information sur la Place centrale pour offrir leur aide aux personnes dans le besoin



La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a ouvert jeudi à Bienne la Journée d'action contre la pauvreté et la précarité. Par sa présence, elle a voulu souligner l'importance de la solidarité, du lien social et de l'engagement pour enrayer ce fléau.

PUBLICITÉ

Plus de 30 organisations engagées dans la lutte contre la pauvreté et la précarité avaient dressé des stands d'information à la Place centrale à Bienne sous le slogan « Marché des possibilités ». Elles présentaient un large éventail des offres pour venir en aider aux personnes dans le besoin.

« La pauvreté progresse partout en Suisse », a déclaré la conseillère fédérale socialiste lors de son discours, ajoutant que cela devenait particulièrement préoccupant « à nos yeux ». Et d'affirmer que la pauvreté, qui touche plus de 700'000 personnes, n'était pas un problème marginal.

Elisabeth Baume-Schneider constate que tout cela n'est que la partie émergée de l'iceberg selon ses termes. « Il y a aussi toutes celles et ceux qui se trouvent dans l'angle mort des statistiques ». Pour la Jurassienne, les inégalités s'accentuent aussi en Suisse au rythme des crises qui se succèdent.

Pour la cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP), quiconque se retrouve en situation de pauvreté peut voir avec cette journée d'action qu'il n'est pas seul, qu'il existe du soutien, de la solidarité et des solutions. Elisabeth Baume-Schneider est allée ensuite à la rencontre des gens qui lui ont parlé de leur vécu.

Aide sociale

Les participants à la manifestation ont abordé des questions liées au bénévolat, aux formes que prend la pauvreté et à l'aide aux personnes dans le besoin. La Ville de Bienne est particulièrement concernée par ces fléaux avec un taux d'aide sociale de 10,2%, un chiffre bien plus élevé que dans la plupart des autres villes.

L'Etat et la société civile doivent oeuvrer ensemble pour que l'aide parvienne à temps à ceux qui en ont besoin et pour éviter ainsi des situations de dépendance, ont souligné les organisateurs de cet événement, l'organisation faîtière des institutions sociales Bienne et région (OIS) et le Département des affaires sociales de la ville. /ATS

RJB a assisté au lancement de la journée d'action contre la pauvreté et la précarité

Actualisé le 11.05.2023 - 17:59

Le marché des possibilités pour lutter contre la précarité (ajour.ch)



La place centrale a accueilli 35 associations ce jeudi.

Source: Salmen Saidi

Précarité

Le marché des possibilités pour lutter contre la précarité

Ce jeudi, dans le cadre de la journée d'action contre la pauvreté et la précarité, 35 associations se sont réunies à la place centrale de Bienne. Objectif: visibiliser et informer.

Donna Gallagher

Ecoutez Partager

Publié: 11.05.2023, 20:00

Mis à jour 11.05.2023, 20:00

Ecouter l'article

C’est une nouvelle façon de lutter contre la pauvreté qui a vu le jour à la place centrale de Bienne ce jeudi. Dans le cadre de la journée de l’action contre la pauvreté et la précarité, en marge des discours politiques, 35 associations de la région étaient présentes avec leur stand pour former ensemble le «marché des possibilités».

Un nom qui en dit long sur l’objectif de la Ville, à l’origine de ce projet avec l’organisation faîtière des associations de Bienne et région. «Nous avons créé ce grand marché de l’information afin de réunir physiquement et simultanément les institutions sociales actives à Bienne. Pour véhiculer le fait que des offres existent, et ce, dans la région», indique Emilie Clavel, assistante de projet au Département des affaires sociales. «Nous savons cependant que le groupe-cible est difficilement atteignable. Alors, un de nos postulats est de se dire que plus il y aura de monde qui connaîtra les différentes offres, plus les personnes ayant des besoins spécifiques auront des chances d’être informées.»

Parler pour déstigmatiser

Être visible et viser large pour tenter d’atteindre les personnes dans le besoin, mais aussi toucher d’autres rouages de la chaîne, comme l’explique Corinne Thüler, membre de l’association Mouvement Quart monde: «Ce n’est pas un problème s'il n'y a pas de personne en situation de pauvreté qui vient ici aujourd'hui», lance-t-elle. «L’important est que les bénévoles aient l’occasion de passer d’un stand à l’autre et de récupérer les prospectus d'autres associations.» Créer un tissu vivant, un véritable réseau d’associations régionales, afin d’être en mesure de rediriger les personnes en quête d’aide vers les services adaptés.

Pour Antonia Zbinden, responsable de l’association Service écriture, cet événement est également important dans ce qu’il permet d’interpeler et d'informer la société civile. «Je suis certaine qu’il y a tant de personnes qui souhaiteraient s’engager, mais qui ne savent pas trop comment s’y prendre. On est donc aussi là pour attirer des bénévoles.»

A Bienne, le taux d’aide sociale est de 10,2% (tandis que la moyenne cantonale se situe à 4,2%). «Cette précarité se manifeste par l’isolement, les problèmes de santé, une mauvaise formation de base, des dettes, l’exclusion de la vie sociale ou la formation de ghettos», indique Emilie Clavel. «Nous partons du principe qu’en ce qui concerne l’aide sociale, il y a une phase de précarité avant, pendant, et

après. Pendant, on est soutenu, et c’est déjà loin d’être facile. Mais qu’en est-il de l’avant et de l'après?», note Emilie Clavel. D'où la nécessité des associations. «Il faut créer une synergie positive pour aider, en informant et en déstigmatisant. Et cela passe aussi par le fait de parler publiquement de la pauvreté.»

Publié: 11.05.2023, 20:00

Ecoutez Partager

BienneElisabeth Baume-SchneiderJournée contre la pauvreté et la précarité

Tag der Armut: Elisabeth Baume-Schneider eröffnet den Aktionstag auf dem Zentralplatz in Biel (ajour.ch)



Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider (SP) kommt am 11. Mai nach Biel und eröffnet den Tag der Armut.

Quelle: Keystone

Bundesrätin in Biel

Tag der Armut: Elisabeth Baume-Schneider eröffnet den Aktionstag auf dem Zentralplatz in Biel

Gemeinsam gegen Prekarität: Welche sozialen Angebote gibt es in Biel? Über 30 Institutionen werden am Donnerstag mit Ständen vertreten sein, um mit der Bevölkerung in Kontakt zu treten.

Redaktion ajour

Artikel hören Teilen

Publiziert: 05.05.2023, 16:03 Uhr

Aktualisiert 05.05.2023, 16:03 Uhr

1 Kommentar

Artikel hören

Über 30 Organisationen sind am 11. Mai auf dem Zentralplatz in Biel präsent und setzen gemeinsam ein Zeichen der Solidarität. Was bedeutet Armut und Prekarität in Biel? Was wird für Betroffene gemacht? Wie kann geholfen werden? Und wie können sich Interessierte freiwillig gegen Armut und Prekarität engagieren? Diesen Fragen geht der «Markt der Möglichkeiten» nach, ein gemeinsames Projekt des Dachverbands sozialer Institutionen Biel und Region (DSI) sowie der Abteilung Soziales der Stadt Biel, wie die Stadt in einer Mitteilung schreibt.

Der Markt findet von 12 bis 20 Uhr statt und wird um 12.15 Uhr durch Ansprachen von Vertreterinnen und Vertretern der Stadt, dem Dachverband DSI sowie von Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider (SP) eröffnet. Die Vorsteherin des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements soll mit ihrer Anwesenheit klarmachen, wie wichtig das Engagement gegen Prekarität und Armut für die gesellschaftliche Solidarität ist, und geht bei ihrem Besuch auch auf Tuchfühlung mit den Menschen der zweisprachigen Stadt Biel.

Wie der gesamte Jurasüdgürtel hat Biel eine bewegte Industriegeschichte. Die Stadt hat zudem eine speziell zusammengesetzte Bevölkerung, die durch den seit Langem günstig verfügbaren Wohnraum, durch Jobs im Tieflohnbereich und durch die Zweisprachigkeit einen hohen Migrationsanteil aufweist und in den letzten Jahren auch durch einen grösser werdenden Anteil von Menschen mit Fluchthintergrund geprägt ist.

Diese Ausgangslage bringt Mehrwert für die Gesellschaft, führt aber auch dazu, dass die Sozialhilfequote mit gut 10,2 Prozent deutlich höher ist als in vielen anderen Schweizer Städten oder im Vergleich zum kantonalen Schnitt, welcher laut dem Bundesamt für Statistik im Jahr 2021 bei 4,2 Prozent lag.

In Biel benötigt jedes fünfte Kind Sozialhilfe

Die Sozialhilfequote ist laut der Mitteilung ein wichtiger Indikator für die Armutserfahrungen der Bevölkerung. Denn Armut und Prekarität sind prägende Begleitumstände vor und nach dem Sozialhilfebezug. Die aktuell hohe Teuerung in vielen Bereichen des Lebensbedarfs macht jenen besonders zu schaffen, die mit wenig Geld auskommen müssen. Davon gibt es in Biel leider viele, wie die Stadt schreibt.

So liegt die Arbeitslosenquote in Biel mit knapp 4 Prozent mehr als doppelt so hoch als im gesamten Kanton Bern. 14 Prozent aller Arbeitslosen sind bereits mehr als ein Jahr ohne Erwerbsarbeit. Knapp ein Viertel (23 Prozent) der Bieler Bevölkerung zwischen 25 und 65 Jahren hat keine berufliche Ausbildung. In der Sozialhilfe sind es 57 Prozent. Jeder neunte Bieler Haushalt wird durch die Sozialhilfe unterstützt.

Besonders oft sind dies Familien, so auch fast die Hälfte aller Ein-Eltern-Haushalte. Besonders von Armut betroffen sind Kinder: Ein Drittel aller durch die Sozialhilfe unterstützten Personen sind Kinder und Jugendliche unter 17 Jahren. In Biel benötigt jedes fünfte Kind Sozialhilfe.

Dass vor- und nachgelagert der Sozialhilfe keine genauen Zahlen vorliegen, ist dem Fakt geschuldet, dass sich lange kaum koordinierende Kräfte dem Thema Armut und Prekarität angenommen haben. Seit ein paar Jahren gibt es nun eine übergeordnete Forschung, die sich damit beschäftigt, Grundlagen zu erarbeiten. Dabei zeigt sich schon heute: Die Sozialhilfequoten sinken, aber die Armut in der Schweiz steigt an.

Der Bund hat deshalb die Nationale Plattform gegen Armut ins Leben gerufen. In Biel hat sich der Dachverband für soziale Institutionen dem Thema angenommen und organisiert gemeinsam mit der Direktion Soziales und Sicherheit der Stadt Biel jetzt zum zweiten Mal einen Aktionstag gegen Armut und Prekarität.

«Markt der Möglichkeiten» richtet sich an die Bevölkerung von Biel und der Region

Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider, die Vorsteherin des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements, soll mit ihrem Besuch am kommenden Aktionstag in Biel deutlich machen, dass der solidarische gesellschaftliche Zusammenhalt eine Grundbedingung für die soziale Sicherheit der Schweiz ist.

Das Engagement gegen Armut und Prekarität ist wichtig, schreibt die Stadt. Gemeinden, Institutionen und Einzelpersonen leisten wertvolle Arbeit. Staat und Zivilgesellschaft müssen gemeinsam zusammenwirken, um dazu beizutragen, dass Hilfe frühzeitig einsetzt und somit grösseres Leid und Abhängigkeiten verhindert werden, steht in der Mitteilung der Stadt.

Der «Markt der Möglichkeiten» richtet sich an die Bevölkerung von Biel und der Region. Diese kann sicherstellen, dass Armutsbetroffene den Weg zu den vielfältigen Hilfestellungen finden: Als Nachbarn, als Verwandte oder als Freunde. Alle können sich am 11. Mai selbst ein Bild von den Möglichkeiten machen und bei Bedarf Betroffene an eine der Stellen und Institutionen vermitteln oder begleiten.

Der «Markt der Möglichkeiten» ist somit auch ein Markt der Informationen. Neben der Eröffnung sind viele Spiele, Aktivitäten an den Ständen sowie ein kulturelles Rahmenprogramm auf dem Zentralplatz geplant. Letzteres findet seinen Abschluss um 19 Uhr mit einem Gratis-Symphoniekonzert des Theater-Orchesters Biel Solothurn (TOBS).

«Markt der Möglichkeiten»: 30 Info-Stände auf dem Zentralplatz

- 12.15 Uhr: Eröffnungsansprachen durch Vertreterinnen und Vertreter der Stadt Biel, des Dachverbands soziale Institutionen Biel und Region (DSI) und durch Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider, Vorsteherin des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements
- Anschliessend besucht Elisabeth Baume-Schneider den Markt der Möglichkeiten, um mit der Bevölkerung in Kontakt zu treten und sich selber ein Bild des Engagements in Biel zu machen
- 17.00 Uhr: Djembe-Konzert (wenn das Wetter es zulässt)
- 18.55 Uhr: Schlusswort durch Vertretungen des DSI
- 19.00 Uhr: Symphonie-Konzert TOBS (wenn das Wetter es zulässt)

Publiziert: 05.05.2023, 16:03 Uhr /bal
Artikel hören Teilen

Tag der Armut11.MaiElisabeth Baume-Schneider

Biel setzt Zeichen der Solidarität gegen Prekarität und Armut (nau.ch)

Biel setzt Zeichen der Solidarität gegen Prekarität und Armut

Wie die Stadt Biel berichtet, sind am 11. Mai 2023 über 30 Organisationen am Markt der Möglichkeiten präsent und engagieren sich gegen Prekarität und Armut.



Der Zentralplatz in Biel. - Nau.ch / Ueli Hiltpold

Wie der gesamte Jurasüdgürtel hat Biel eine bewegte Industriegeschichte.

Biel hat auch eine speziell zusammengesetzte Bevölkerung, die durch den seit Langem günstig verfügbaren Wohnraum, durch Jobs im Tieflohnbereich, durch die Zweisprachigkeit, einen hohen Migrationsanteil und in den letzten Jahren auch durch einen grösser werdenden Anteil von Menschen mit Fluchthintergrund geprägt ist.

Diese Ausgangslage bringt Mehrwert für die Gesellschaft, führt aber auch dazu, dass die Sozialhilfe-Quote mit gut 10,2 Prozent deutlich höher ist als in vielen anderen Schweizer Städten oder im Vergleich zum kantonalen Schnitt, welcher bei 4,2 Prozent liegt (Quelle: Bundesamt für Statistik BfS 2021).

Sozialhilfequote ist ein wichtiger Indikator

Ein paar Fakten (Quelle BfS): Die Sozialhilfequote ist ein wichtiger Indikator für die Armutserfahrungen der Bevölkerung.

Denn Armut und Prekarität sind prägende Begleitumstände vor und nach dem Sozialhilfebezug.

Die aktuell hohe Teuerung in vielen Bereichen des Lebensbedarfs macht jenen besonders zu schaffen, die mit wenig Geld auskommen müssen.

Davon gibt es in Biel leider viele: Die Arbeitslosenquote ist in Biel mit knapp vier Prozent mehr als doppelt so hoch wie im gesamten Kanton Bern.

Kinder sind besonders von Armut betroffen

14 Prozent aller Arbeitslosen sind bereits mehr als ein Jahr ohne Erwerbsarbeit.

Knapp ein Viertel (23 Prozent) der Bieler Bevölkerung zwischen 25 und 65 Jahren haben keine berufliche Ausbildung. In der Sozialhilfe sind es 57 Prozent.

Jeder neunte Bieler Haushalt wird durch die Sozialhilfe unterstützt. Besonders oft sind dies Familien, so auch fast die Hälfte aller Ein-Eltern-Haushalte.

Ein Drittel aller durch die Sozialhilfe unterstützten Personen sind Kinder und Jugendliche unter 17 Jahren. In Biel benötigt somit jedes fünfte Kind Sozialhilfe.

Armut in der Schweiz steigt an

Dass vor- und nachgelagert der Sozialhilfe keine genauen Zahlen vorliegen, ist dem Fakt geschuldet, dass sich lange kaum koordinierende Kräfte dem Thema Armut und Prekarität angenommen haben.

Seit ein paar Jahren gibt es nun eine übergeordnete Forschung, die daran ist, Grundlagen zu erarbeiten.

Diese zeigen schon heute: Die Sozialhilfequoten sinken, aber die Armut in der Schweiz steigt an. Der Bund hat deshalb die nationale Plattform gegen Armut ins Leben gerufen.

Aktionstag gegen Armut und Prekarität

In Biel hat sich der Dachverband für Soziale Institutionen das Thema angenommen und organisiert gemeinsam mit der Direktion Soziales und Sicherheit der Stadt Biel nun zum zweiten Mal einen Aktionstag gegen Armut und Prekarität.

Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider, die Vorsteherin des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements, macht mit ihrem Besuch am kommenden Aktionstag in Biel deutlich, dass der solidarische gesellschaftliche Zusammenhalt eine Grundbedingung für die Soziale Sicherheit der Schweiz ist.

Das Engagement gegen Armut und Prekarität ist wichtig. Gemeinden, Institutionen und Einzelpersonen leisten wertvolle Arbeit.

Markt der Informationen

Staat und Zivilgesellschaft müssen gemeinsam zusammenwirken, um dazu beizutragen, dass Hilfe frühzeitig einsetzt und somit grösseres Leid und Abhängigkeiten verhindert werden.

Der Markt der Möglichkeiten richtet sich an die Bevölkerung von Biel und der Region. Der Markt der Möglichkeiten ist somit auch ein Markt der Informationen.

Diese kann sicherstellen, dass Armutsbetroffene den Weg zu den vielfältigen Hilfestellungen finden: als Nachbarn, als Verwandte oder als Freunde.

Alle können sich am 11. Mai 2023 selbst ein Bild der Möglichkeiten machen und bei Bedarf Betroffene an eine der Stellen und Institutionen vermitteln oder begleiten.

Abschluss mit einem Gratis-Symphoniekonzert

Neben der Eröffnung sind viele Spiele, Aktivitäten an den Ständen sowie ein kulturelles Rahmenprogramm auf dem Zentralplatz geplant.

Letzteres findet seinen Abschluss um 19 Uhr mit einem Gratis-Symphoniekonzert des Theater-Orchesters Biel Solothurn.

Das genaue Programm ist auf der Webseite der Stadt Biel einzusehen.

Bienne: des consultations pour sortir du piège de l'endettement (ajour.ch)



Honorine Allimann est responsable du secteur social et dettes au Centre social protestant Berne-Jura (CSP). Elle explique qu'il n'est facile pour personne de sortir du piège de l'endettement.

Source: ldd

Précarité

Bienne: des consultations pour sortir du piège de l'endettement

Honorine Allimann, conseillère en matière d'endettement, met en lumière les difficultés rencontrées par certaines personnes, soulignant l'importance de les sensibiliser à cette thématique.

Deborah Balmer

Ecoutez Partager

Publié: 09.05.2023, 13:00

Mis à jour 09.05.2023, 13:00

Ecouter l'article

Honorine Allimann, responsable du secteur social et dettes au Centre social protestant Berne-Jura (CSP), souligne la complexité de sortir du piège de

l'endettement, rappelant qu'il peut engendrer des conséquences durables et difficiles à surmonter.

Honorine Allimann, vous aidez les personnes qui ont des difficultés personnelles, financières ou sociales. Qui avez-vous conseillé dernièrement?
Récemment, une cliente a reçu un commandement de payer issu d'un acte de défaut de biens délivré lors de sa faillite. Elle a parfaitement réagi en faisant opposition à l'injonction de payer, car sa situation financière ne s'améliorait pas. Elle a toutefois reçu l'ordonnance du tribunal et a été invitée à payer l'avance de frais dans un délai de dix jours et à présenter ses observations et les preuves y afférentes.

Comment avez-vous pu l'aider?
Elle a dû agir rapidement et fournir de nombreux justificatifs en rapport avec sa situation économique et personnelle. Il est crucial que les personnes accompagnées lors d'une faillite personnelle sachent qu'elles peuvent toujours compter sur notre soutien en reprenant contact avec nous.

Pour une première prise de contact, vous proposez une permanence téléphonique au cours de laquelle des travailleurs sociaux répondent aux questions. À partir de quel montant d'endettement les gens se manifestent-ils?
Je ne pense pas qu'il y ait un seuil à partir duquel les gens font appel à notre aide. C'est très personnel et cela dépend de la manière dont la personne concernée ressent la situation en question. Nous entendons des histoires de vie émouvantes et très variées. Nous ne pouvons donc pas dire qu'il y a un seuil à partir duquel les gens font appel à nous. Mais nous pouvons constater que toutes ces personnes souffrent d'une forme d'insécurité, qu'elle soit économique, sociale ou professionnelle.

Quel est le seuil d'inhibition pour demander de l'aide?
La plupart du temps, les personnes concernées ont déjà essayé de trouver des solutions par elles-mêmes, mais elles ont le sentiment de ne pas pouvoir aller plus loin. C'est souvent un événement de la vie qui pousse les gens à s'adresser à nous - un enfant, un déménagement ou une demande de permis de séjour. Les dettes

s'avèrent alors être un obstacle conséquent. Il arrive aussi que des personnes nous contactent sur recommandation d'un autre service.

La journée de la pauvreté à Bienne

- La Ville de Bienne et l'association faîtière des institutions sociales de Bienne et de la région organisent ensemble la «Journée d'action contre la pauvreté et la précarité». Celle-ci aura lieu le jeudi 11 mai à la place Centrale.

- Le CSP Berne-Jura propose des consultations sociales, juridiques, conjugales et familiales dans le Jura bernois et à Bienne. Il dispose également de boutiques de seconde main, d'un service de ramassage et d'un secteur de réinsertion professionnelle et sociale par l'emploi et la formation.

La gestion de budget et la réduction de l'endettement sont la spécialité de CSP - peut-on échapper au piège de l'endettement en établissant le bon budget, est-ce vraiment si simple?Non, ce n'est pas simple. Les personnes surendettées se trouvent dans un environnement socio-juridique complexe. Elles font l'objet de poursuites, perçoivent des prestations sociales, ont peut-être des dettes fiscales. Elles doivent donc effectuer de nombreuses démarches administratives qui peuvent les décourager. L'établissement d'un budget n'est qu'un reflet de la situation globale. Un budget de désendettement est un outil qui résulte de plusieurs mois d'accompagnement, d'écoute et de conseils, de démarches administratives et juridiques. En tout cas, pour les personnes concernées, appeler notre service de conseil est déjà un grand pas important.

En combien de temps ressentez-vous un changement?
Après plusieurs rendez-vous, on peut tout de suite ressentir la motivation des personnes pour s'en sortir. Il est certain qu'il est plus facile et plus rapide de s'endetter que de se désendetter.

Tout le monde peut-il en principe tomber dans le piège de la pauvreté ou certaines personnes sont-elles plus exposées?
Il existe des facteurs de risque qui vont influencer la probabilité pour une personne ou un ménage de basculer dans la précarité. Il s'agit notamment de vivre dans une famille monoparentale, d'avoir des enfants en bas âge, de ne pas avoir de diplôme

professionnel reconnu en Suisse, d'être de nationalité étrangère ou d'avoir des problèmes de santé. Lorsque des personnes sont confrontées à un ou plusieurs de ces facteurs de risque, il suffit parfois d’un élément déterminant dans leur parcours de vie (par exemple un divorce, un problème de santé ou la perte d’un emploi), pour qu'elles se retrouvent dans une situation de précarité.

Lequel?
Il peut s'agir d'un divorce, d'un problème de santé ou de la perte d'un emploi. Avec la situation mondiale et économique actuelle, notamment l'inflation, nous observons une augmentation générale des coûts qui pèse sur le budget des ménages les plus modestes. Ainsi, l'augmentation du coût de la vie, des frais de logement ou des primes d'assurance maladie affaiblit de plus en plus les finances de la classe moyenne inférieure.

Ils seront également présents sur la place centrale lors de la Journée de la pauvreté. À qui souhaitez-vous vous adresser?
Nous nous adressons à toute la population de Bienne et des environs. Nous souhaitons aussi être visibles pour les personnes en difficulté et leur dire qu'elles peuvent frapper à nos portes, nous appeler ou appeler n'importe laquelle des institutions présentes pour obtenir un soutien adéquat.

*Cette interview a été réalisée par écrit.

Publié: 09.05.2023, 13:00





1/2

Schuldenberaterin Honorine Allimann vom Centre social protestant Berne-Jura (CSP)

Quelle: zvg

Tag der Armut

Schuldenberatung in Biel: «Die Menschen sind motiviert, sich aus der Misere zu befreien»

Am Donnerstag sind im Rahmen des Tags der Armut über 30 Institutionen auf dem Bieler Zentralplatz vertreten. Schuldenberaterin Honorine Allimann erzählt, wer bei ihnen Hilfe sucht.

Deborah Balmer
Artikel hören Teilen
Publiziert: 09.05.2023, 08:03 Uhr
Aktualisiert 09.05.2023, 08:03 Uhr
Artikel hören

Honorine Allimann ist die Leiterin des Sektors Soziales und Schulden beim Centre social protestant Berne-Jura (CSP). Im Interview sagt sie, dass es für niemanden einfach ist, aus der Schuldenfalle zu gelangen. Viel einfacher ist es, sich zu verschulden.

Honorine Allimann, Sie unterstützen Menschen, die persönliche, finanzielle oder soziale Schwierigkeiten haben. Wen haben Sie zuletzt beraten?
Honorine Allimann: Das war eine ehemalige Kundin, die vor einigen Jahren mithilfe von uns einen Privatkonkurs durchgeführt hatte. Vor Kurzem erhielt sie einen Zahlungsbefehl aus einem Verlustschein, der während ihres Konkurses ausgestellt worden war. Sie reagierte perfekt, indem sie gegen den Zahlungsbefehl Einspruch erhob, weil es ihr finanziell nicht besser ging. Sie erhielt jedoch den Gerichtsbeschluss und wurde aufgefordert, den Kostenvorschuss innerhalb von zehn Tagen zu bezahlen sowie ihre Stellungnahme und die dazugehörigen Beweismittel einzureichen.

Wie konnten Sie helfen?
Sie musste schnell handeln und im Zusammenhang mit ihrer wirtschaftlichen und persönlichen Situation zahlreiche Belege vorlegen. Es ist wichtig, dass die Menschen, die wir bei einem Privatkonkurs betreut haben, nicht zögern, uns erneut zu kontaktieren, wenn sie Fragen haben.

Für eine erste Kontaktaufnahme bieten Sie eine telefonische Sprechstunde an, bei der Sozialarbeiter Fragen beantworten. Ab welchem Schuldenbetrag melden sich die Menschen?
Ich glaube nicht, dass es eine Schwelle gibt, ab der die Menschen unsere Hilfe in Anspruch nehmen. Das ist sehr persönlich und hängt davon ab, wie die betroffene Person die jeweilige Situation empfindet. Wir hören bewegende und sehr unterschiedliche Lebensgeschichten. Wir können also nicht sagen, dass es eine Schwelle gibt, ab der die Menschen uns anrufen. Aber wir können feststellen, dass alle diese Menschen unter einer Form von Unsicherheit leiden, sei es wirtschaftlich, sozial oder beruflich.

Wie hoch ist die Hemmschwelle, um Hilfe zu bitten?
Meistens haben die Betroffenen bereits versucht, selbst Lösungen zu finden, aber sie haben das Gefühl, dass sie nicht mehr weiterkommen. Oft ist es ein Lebensereignis, das die Menschen dazu bringt, sich an uns zu wenden – ein Kind, ein Umzug oder ein Antrag auf eine Aufenthaltsgenehmigung. Schulden erweisen sich dabei als Hindernis. Es kommt auch vor, dass Menschen auf Empfehlung einer anderen Stelle mit uns Kontakt aufnehmen, häufig des Betreibungsamts oder der Steuerverwaltung.

Der Tag der Armut in Biel

- Die Stadt Biel und der Dachverband soziale Institutionen Biel und Region organisieren gemeinsam den «Aktionstag gegen Armut und Prekarität». Dieser findet am Donnerstag, 11. Mai, auf dem Zentralplatz statt.
- Das CSP Bern-Jura bietet Sozial-, Rechts-, Ehe- und Familienberatung im Berner Jura und Biel an. Es verfügt auch über Secondhand-Läden, einen Abholdienst und einen Bereich für die berufliche und soziale Wiedereingliederung durch Beschäftigung und Ausbildung.

Budgetverwaltung und Schuldenabbau sind die Spezialität von CSP – kann man mit dem richtigen Budget aus der Schuldenfalle entkommen, ist das wirklich so einfach?
Nein, das ist nicht einfach. Überschuldete Personen befinden sich in einem komplexen sozialrechtlichen Umfeld. Sie haben Betreibungen, beziehen Sozialleistungen, haben vielleicht Steuerschulden. Sie müssen also zahlreiche Behördengänge erledigen, die sie entmutigen können. Die Aufstellung des Budgets ist nur ein Spiegelbild der Gesamtsituation. Ein Entschuldungsbudget ist ein Instrument, das sich aus mehreren Monaten der Betreuung, des Zuhörens und der Beratung sowie aus administrativen und rechtlichen Schritten ergibt, und das einen Ausblick auf die Möglichkeiten der Entschuldung ermöglichen sollte. Auf jeden Fall ist es für die Betroffenen schon ein grosser und wichtiger Schritt, unsere Beratungsstelle anzurufen.

Wie schnell spüren Sie eine Veränderung?
Nach mehreren Terminen merkt man sofort, dass die Menschen motiviert sind, sich aus der Misere zu befreien. Es ist sicher so, dass es einfacher und schneller ist, sich zu verschulden, als sich zu entschulden.

Kann grundsätzlich jeder in die Armutsfalle geraten, oder sind bestimmte Personen stärker gefährdet?
Es gibt Risikofaktoren, die die Wahrscheinlichkeit beeinflussen, dass eine Person oder ein Haushalt in die Armut abrutscht. Dazu gehören das Leben in einer Einelternfamilie, kleine Kinder, kein in der Schweiz anerkannter Berufsabschluss, eine ausländische Staatsangehörigkeit oder gesundheitliche Probleme. Wenn Menschen mit einem oder mehreren dieser Risikofaktoren konfrontiert sind, genügt manchmal ein entscheidender Faktor in ihrem Lebenslauf.

Welcher?
Das kann eine Scheidung, ein Gesundheitsproblem oder der Verlust des Arbeitsplatzes sein. Mit der aktuellen globalen und wirtschaftlichen Situation, insbesondere der Inflation, beobachten wir einen allgemeinen Kostenanstieg, der das Budget der einkommensschwächsten Haushalte belastet. So schwächen steigende Lebenshaltungskosten, Wohnkosten oder Krankenversicherungsprämien die Finanzen der unteren Mittelschicht immer mehr.

Sie werden auch am Tag der Armut auf dem Zentralplatz präsent sein. An wen möchten Sie sich wenden?
Wir wenden uns an die gesamte Bevölkerung von Biel und der Umgebung. Wir möchten auch für Menschen, die sich in Schwierigkeiten befinden, sichtbar sein und ihnen sagen, dass sie an unsere Türen klopfen, uns oder jede der anwesenden Institutionen anrufen können, um angemessene Unterstützung zu erhalten.

*Dieses Interview wurde schriftlich geführt.

Publiziert: 09.05.2023, 08:03 Uhr



Armut beginnt schon viel früher. (Symbolbild)

Quelle: Keystone

Tag der Armut

Hilfe von der Kirche in Biel: «Viele der Personen arbeiten in einem Job des Tieflohnsektors»

Am Tag der Armut sind über 30 Institutionen auf dem Zentralplatz vertreten. Eine davon ist die reformierte Kirchgemeinde Biel. Wem und wie hilft sie weiter?

Deborah Balmer

Artikel hören Teilen

Publiziert: 09.05.2023, 08:02 Uhr

Aktualisiert 09.05.2023, 08:02 Uhr

Artikel hören

Pascal Lerch ist Fachbereichsleiter Diakonie bei der reformierten Kirche Biel. Im Interview sagt er, dass benachteiligte und von Armut betroffene Menschen psychisch und physisch oft stark belastet sind. Bei der Sozialberatungsstelle der reformierten Kirche Biel sollen sie Hilfe finden.

Pascal Lerch, Ihre Institution ist am Tag der Armut am Zentralplatz vertreten. Was hat Ihre Beratungsstelle mit Armut zu tun?
Die Sozialberatungsstelle der reformierten Kirchgemeinde bietet Gespräche und ein offenes Ohr für alle Menschen. Wir werden hauptsächlich von Familien, Paaren oder Einzelpersonen kontaktiert, die aufgrund irgendeines Vorkommnisses in finanzielle oder soziale Schwierigkeiten geraten sind. Viele der Personen arbeiten in einem Job des Tieflohnsektors und haben so kaum die Möglichkeit, Rückstellungen für unvorhergesehene Ausgaben zu machen. Auch eine Einkommensreduktion durch Arbeitslosigkeit oder Krankheit kann ein System, das sich bis anhin noch knapp selbst organisieren konnte, sogleich ins Wanken bringen.

Können Sie die typische Person beschreiben, die bei Ihnen Hilfe sucht?
Benachteiligte und von Armut betroffene Menschen sind oft psychisch wie auch physisch stark belastet, was erneut begünstigt, in der aktuellen Situation zu stagnieren. Wir versuchen, in unseren Beratungen überbrückend Hilfeleistungen zu bieten, damit sie wieder selbstbestimmt handeln können.

Wie machen Sie das?
Die Sozialberatung erstellt häufig Stiftungsgesuche, um Dienstleistungen oder Rechnungen zu finanzieren, die ansonsten für die Klientel nicht zu bewältigen sind. Dies können offene Mieten, Krankenkassenprämien oder notfallmässige, aber auch geplante Zahnbehandlungen sein. Dafür müssen jedoch bestimmte Voraussetzungen erfüllt sein, auch das gemeinsame Erstellen eines Haushaltsbudgets ist dabei unerlässlich. Langfristig regelmässige Unterstützung in administrativen Belangen ist bei uns genauso möglich wie eine einmalige punktuelle Hilfestellung.

Helfen Sie sonst noch weiter?
Öfters wird auch um Unterstützung bei der Stellensuche oder Wohnungssuche gefragt, wobei wir in diesem Bereich auch immer wieder von freiwilligen Personen unterstützt werden. Bei Problemen oder Unklarheiten im Zusammenhang mit Ämtern und Behörden kann oft klärend vermittelt werden.

Pascal Lerch von der reformierten Kirchgemeinde Biel und sein Team hilft Geringverdienern unter anderem beim Ausfüllen der Steuererklärung. «Wir helfen denen, die sich die Kosten bei einem Treuhandbüro nicht leisten können.»

Quelle: ZVG

Sie helfen auch beim Ausfüllen der Steuererklärung, wieso diese Dienstleistung?
Viele Personen sind mit dem Ausfüllen der Steuererklärung überfordert, sei es, weil sie es sich einfach nicht zutrauen, die Unterlagen korrekt auszufüllen, nicht alles verstehen oder weil sie dabei sprachlich an ihre Grenzen stossen. Unser Angebot richtet sich ausschliesslich an Personen mit geringem Einkommen, die sich die Kosten bei einem Treuhandbüro nicht leisten können. Damit soll verhindert werden, dass Familien oder Einzelpersonen nach Ermessen veranlagt werden und Schulden generieren. Die Sozialberatung wird dabei von einem engagierten Freiwilligenteam unterstützt.

Sie vermitteln die Menschen auch an weitere Fachpersonen, falls nötig.
Unsere Sozialberatungsstelle ist in Biel und Umgebung gut vernetzt und schätzt die partnerschaftliche Zusammenarbeit mit diversen anderen Fachstellen. Je nach Situation und Bedarf vernetzen wir die Klientel mit Institutionen wie der Berner Schuldenberatung, dem FRAC, der ökumenischen Beratungsstelle für Ehe-, Partnerschafts- und Familienfragen, der Fachstelle Integration oder dem Sozialdienst, um nur einige davon zu nennen. Die Sozialberatung der deutschsprachigen Kirchgemeinde Biel berät wenig französischsprechende Personen. Die Paroisse réformée française de Bienne hat einen Leistungsvertrag mit Centres sociaux protestants (CSP) Berne-Jura, wobei wir solche Anfragen jeweils an diese Beratungsstelle weitervernetzen.

Dieses Interview wurde schriftlich geführt.

Der Tag der Armut in Biel:

- Die Stadt Biel und der Dachverband soziale Institutionen Biel und Region organisieren gemeinsam den «Aktionstag gegen Armut und Prekarität». Dieser findet am Donnerstag, 11. Mai, auf dem Zentralplatz statt.
- Die reformierte Kirchgemeinde Biel ist Mitglied vom Dachverband soziale Institutionen Biel Region (DSI), in dem über 50 Institutionen vertreten sind, und ist mit sehr vielen Institutionen sehr gut vernetzt. Sie engagiert sich ebenfalls seit vielen Jahren im Vorstand vom DSI – aktuell mit Pascal Lerch als Co-Präsident.

Publiziert: 09.05.2023, 08:02 Uhr





Am 11. Mai findet auf dem Bieler Zentralplatz der «Aktionstag gegen Armut und Prekarität» statt. (Symbolbild)
Quelle: pixabay.com

Biel

Hilfe für Betroffene: Ein Bieler Aktionstag gegen Armut und Prekarität

Die Stadt Biel und der Dachverband soziale Institutionen Biel und Region organisieren gemeinsam den «Aktionstag gegen Armut und Prekarität». Dieser soll am 11. Mai stattfinden.

Redaktion ajour

Artikel hören

Um die Autonomie von Menschen in prekären Situationen zu stärken und zu fördern, engagieren sich die Abteilung Soziales der Stadt Biel und der Dachverband soziale

Institutionen Biel und Region (DSI) gemeinsam. In diesem Rahmen organisieren sie laut einer Medienmitteilung am 11. Mai von 12.00 bis 20.00 Uhr in Biel den «Aktionstag gegen Armut und Prekarität». Über 30 Institutionen sollen auf dem Zentralplatz einen Stand betrieben, um mit der Bevölkerung in Kontakt zu treten und Fragen zu beantworten.

Sensibilisierung fürs Thema und Hilfe für Betroffene

Das Zentrale Ziel des Tages sei es, die Bevölkerung und die Betroffenen über die bestehenden sozialen Angebote zu informieren. Je mehr Menschen die sozialen Angebote kennen würden, desto grösser sei die Chance, dass sie in schwierigen Situationen die nötige Hilfe finden würden. Weiter gehe es beim Aktionstag auch darum, die Bevölkerung für die Themen Prekarität und Armut zu sensibilisieren.

Indem die rund 39 teilnehmenden sozialen Einrichtungen vor Ort zusammengeführt werde, soll auch die Zusammenarbeit der Institutionen optimiert werden. Ein vernetztes Vorgehen habe im Sozialbereich eine zentrale Bedeutung, da es die Lebensweise der Betroffenen widerspiegle und die Wirkung der Unterstützung erhöhe.

Lesen Sie auch:



Abo **Armut**

Von Nidau für Nidau: Dank eines grosszügigen Stifters gibt es Hilfe für Menschen mit Geldsorgen



Abo **Krisenzeit**

Winterhilfe-Chefin aus Nidau mahnt: Wer in Geldnot kommt, soll sich frühzeitig melden

Redaktion ajour 13.04.2023, 13:30 Uhr /luh

Abo **Wie Biel die Armut bekämpft**

Von der Arbeiter- zur Hochschulstadt

Erstaunlicherweise schafft es Biel seit fünf Jahren, die Sozialhilfequote zu senken. Wie geht das? Zudem setzt die Stadt ihre Hoffnungen in ein Zukunftsprojekt.



Simone Lippuner
Publiziert: 12.06.2023, 20:25
Aktualisiert vor 12 Stunden

Viele Menschen in ihrem Umfeld wissen nichts von ihrer früheren Situation. Deshalb möchte Anja M.* anonym bleiben. Die 32-jährige Bielerin kommt direkt von den KV-Abschlussprüfungen zum Interview. Sie hat gemischte Gefühle, was die Resultate anbelangt, und hofft, dass ihre Leistung ausreicht, um einen Schritt weiterzukommen. So, wie sie das schon immer gehofft hat.

Anja M. hat türkische Wurzeln, ist im Kanton Solothurn geboren und aufgewachsen, seit 2009 lebt sie in Biel. Mit 18 wird sie Mutter und heiratet. Ab da wird ihr Leben kompliziert. «Weil ich bei meinem Kind bleiben musste, konnte ich die Handelsschule nicht richtig abschliessen.» Immerhin schafft sie es bis zum Bürofachdiplom, jobbt aber künftig nebst der Kinderbetreuung im Restaurant ihrer Bekannten. «Das Geld reichte nie aus», sagt Anja M.

Angst um C-Ausweis

Sie trennt sich von ihrem mittellosen Mann, der zahlt keine Alimente, Anja M. gerät in die Abwärtsspirale. 2015 meldet sie sich beim Sozialdienst in Biel an. «Das hat mich enorme Überwindung gekostet.» Bereits am ersten Tag, als sie auf dem Amt aufkreuzt, stellt die junge Frau klar: «Helft mir einen Job zu finden und hier so schnell wie möglich wieder wegzukommen.»



Die junge Bielerin Anja M. hat immer versucht, ihre Armut zu vertuschen, und möchte deshalb anonym bleiben.
Foto: Enrique Muñoz García

Das Ziel der raschen Unabhängigkeit hat Anja M. immer vor Augen, es ist Antrieb in den schwierigen Jahren der Armut. Sie und ihr Kind müssen mit knapp 3000 Franken monatlich leben, inklusive Miete und Krankenkasse. «Das Geld reichte für drei Wochen. Dann wurde es schwierig.»

Die junge Frau ist unzufrieden mit ihrer Situation, versucht, diese zu vertuschen. Auch vor dem eigenen Kind. «Ich habe immer nur bei mir Abstriche gemacht, damit es nichts von der Armut mitkriegt.» Nebst dem finanziellen Druck habe ihr eine Sache besonders Sorgen bereitet: Das Gerede darüber, dass man die Aufenthaltsbewilligung C verlieren kann, wenn man während des Verlängerungsprozesses von der Sozialhilfe abhängig ist.

Doch Anja M. ist eine Kämpfernatur. Früh wird ihr klar, dass sie nur eine veritable Zukunftschance hat, wenn sie eine fundierte Ausbildung abschliesst. «Ich hätte mich auch mit Gelegenheitsjobs über Wasser halten können. Aber das war nie das Ziel.»

2015 findet sie eine Praktikumsstelle, wird zwei Jahre später fest angestellt, verdient aber aufgrund von Ausbildungskosten und Teilzeitpensum nach wie vor nicht genug, um sich vollständig von der Sozialhilfe zu lösen. Anja M. bleibt eine von rund 6000 Personen in Biel, die nicht ohne staatliche Hilfe überleben können.

Die Sache sichtbar machen

Biel und die Armut. Ein Thema, so alt wie die Stadt. Um es doch immer wieder auf den Tisch zu bringen, die Menschen für die Problematik wie auch für Lösungsmöglichkeiten zu sensibilisieren, veranstaltete die Stadt jüngst zum zweiten Mal den Aktionstag gegen Armut und Prekarität.



Mitte Mai fand in Biel der Aktionstag gegen Armut und Prekarität statt. Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider trat als Rednerin auf.
Foto: Enrique Muñoz García

Mitten in der Stadt, auf dem Zentralplatz, bauten über 30 Organisationen ihren Stand auf, grosse Player wie die Caritas, Pro Senectute oder das Rote Kreuz priesen ihr Wohlwollen, daneben viele städtische Sozialwerke wie die Gassenarbeit oder die Notschlafstelle Sleep-in. Stadtpräsident Erich Fehr und gar Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider sprachen zur Bevölkerung.

Ein Erfolg sei es gewesen, sagt die verantwortliche Bieler Gemeinderätin Natasha Pittet (PRR). «Es ist wichtig, die Problematik sichtbar zu machen.» Ein solcher Aktionstag stelle klar: «Die von Armut betroffenen Menschen sind der Stadt genug wichtig, um auch einmal im Zentrum zu stehen», so Pittet. Sie sollen sich nicht schämen müssen.

Jedes Jahr weniger Fälle

Biel und die Armut: Keiner kennt die Thematik besser als Thomas Michel, Leiter der Abteilung Soziales. Die Zahlen kennt er aus dem Effeff, die Hintergründe auch. «Seit fünf Jahren geht die Sozialhilfequote in der Stadt Biel zurück», sagt er.

Erreichte sie im Jahr 2017 mit 11,8 Prozent einen vorübergehenden Höchststand, liegt die Quote nun bei 10,2 Prozent oder 5742 Personen, die ganz oder teilweise auf Sozialhilfe angewiesen sind. Verschlang dieser Posten 2021 noch 65 Millionen Franken des städtischen Budgets von rund 450 Millionen, sind es 2022 netto noch 57 Millionen Franken, wovon ein Grossteil via Lastenausgleich finanziert wird.

Und doch: Biel hat seit jeher die höchste Quote im Vergleich mit den 14 grösseren Städten der Schweiz (siehe Grafik). Eine Zahl, die oft zum Rückschluss verleitet: Biel, das Armenhaus der Schweiz. Biel, die Arbeiterstadt mit den Billigwohnungen und dem hohen Ausländeranteil.

Biel hat die höchste Sozialhilfequote

Entwicklung der Sozialhilfequoten in ausgewählten Städten

Stadt	Jahr	Sozialhilfequote
Biel	2017	11,5%
	2018	11,0%
	2019	10,7%
	2020	10,5%
	2021	10,2%
Lausanne	2017	8,7%
	2018	8,0%
	2019	7,6%
	2020	7,6%
	2021	7,9%
Basel	2017	6,6%
	2018	6,6%
	2019	6,4%
	2020	6,1%
	2021	5,7%
Bern	2017	5,0%
	2018	5,0%
	2019	5,0%
	2020	5,1%
	2021	5,1%
Zürich	2017	4,8%
	2018	4,6%
	2019	4,5%
	2020	4,5%
	2021	4,3%

Tabelle: mrue; Quelle: Städteinitiative Sozialpolitik; Daten herunterladen

Trotz sinkenden Zahlen: Biel führt den Städtevergleich punkto Sozialhilfequote an.
Tabelle: mrue/Quelle: Städteinitiative Sozialpolitik

Doch spätestens jetzt, wo Biel es seit Jahren schafft, die Quote zu senken, obwohl die Armut schweizweit ansteigt und andere Städte straucheln, lohnt sich ein Blick hinter die Kulissen. Weshalb sinkt die Quote? Was tut Biel dafür? Und welche Hoffnung auf Besserung hat die Stadt?

Ein dichtes Netz

Es sei ein Puzzle aus verschiedenen Gründen und Massnahmen, die zum steten Rückgang der Sozialhilfequote führten, sagt Thomas Michel. Externe wie interne. Zum einen habe die Wirtschaftslage geholfen, «in den Jahren 2020/2021 wirkten sich zudem die Corona-Bundesgelder positiv aus», so Michel. Auch sei Biel eine Wachstumsstadt: Die Bevölkerung wächst langsam, aber stetig. «Auch das verändert den Anteil an Menschen in Problemsituationen.»



Gemeinderätin Natasha Pittet (PRR) und Thomas Michel setzen auf die Expansion der Berner Fachhochschule: Sie soll Biel den erhofften neuen Bevölkerungsmix bringen.
Foto: Enrique Muñoz García

Aber Biel hat den Karren auch aus eigenem Antrieb aus dem Sumpf gezogen. Mit Projekten. Reorganisationen. Und mit Wille: «Wir haben die höchste Quote in der Schweiz, und es war von Beginn weg klar, diese Zahl muss runter», so Thomas Michel. Da helfe Jammern nichts.

Vor zehn Jahren erhält die Stadt schlechte externe Evaluationen – zu viel Administration, zu hohe Personalfluktuation, lauteten einige der Vorwürfe –, später erhält sie vom Kanton Mittel, die Situation zu verbessern. Der Sozialdienst wird reorganisiert, die Stadt investiert in die Tagesschulen und Projekte an der Front wie das Kindersprachhaus und die Frühförderung.

«In den letzten Jahren haben wir ein dichtes Netz mit bestehenden Institutionen aufgebaut, und die Zusammenarbeit funktioniert sehr gut», sagt Thomas Michel. Oberstes Ziel sei stets: Durch Angebote allen eine Chance zu geben, die Unterschiede im sozialen Status so früh wie möglich auszugleichen.

Schwierige Startbedingungen

Doch trotz all der Anstrengungen wird es Biel nicht allein schaffen, die Sozialhilfequote auf ein mit anderen Städten vergleichbares Niveau zu bringen. Dies aus dem einfachen Grund, dass die Ausgangslage eine komplett andere ist: «Wir haben mit Abstand die schwierigsten Startbedingungen», sagt Thomas Michel.

Er nennt die bekannten Gründe: Arbeiterstadt. Viel Industrie. Die Nähe zur Sprachgrenze. Günstiger Wohnraum. Ein hoher Anteil an Menschen mit Migrationshintergrund. «Rund 3 Prozent der Bieler Bevölkerung haben einen Fluchthintergrund. Das ist nicht sonderlich viel, aber doch das Dreifache von anderen Städten.» Diese Menschen zu integrieren, bedeute einen enormen Aufwand. So kämpft Biel mit hohen strukturellen Risiken.

Sozialausgaben nehmen ab

Netto-Sozialausgaben der Stadt Biel via Lastenausgleich, in Mio. Fr.

Jahr	Personen	Ausgaben
2016	6'872	71,4
2017	6'968	71,9
2018	6'568	70,1
2019	6'352	71,5
2020	6'160	66,9
2021	6'035	65,6
2022	5'742	57,8

Tabelle: mrue; Quelle: Stadt Biel; Daten herunterladen

Nach dem Spitzenwert 2017 sinken die Sozialhilfekosten in Biel seit fünf Jahren kontinuierlich.
Tabelle: mrue/Quelle: Stadt Biel

Michel nennt die drei Hauptfaktoren, die für ein Abrutschen in die Armut verantwortlich sind: Bildung, Gesundheit, Kinder. «In Biel betrifft das Problem der fehlenden Bildung Schweizer und Ausländer gleichermassen.» 23 Prozent der Stadtbevölkerung oder 57 Prozent der gleichaltrigen Bielerinnen und Bieler, die von der Sozialhilfe leben, haben keine Ausbildung.

Doch fänden Junge und gesunde Menschen in Biel auch ohne Ausbildung immer einen Job, ist Michel überzeugt, und sei es nur temporär. «Wenn diese Menschen aber später krank werden oder eine Familie gründen, reicht das Einkommen oft nicht mehr aus.»

Hochschulhochburg Biel

Dass es Biel trotz dieser schwierigen Ausgangslage schafft, die Sozialhilfequote zu senken, ist ein Kraftakt. Thomas Michel: «Das kann ja nicht nur Glück sein. Es bedeutet auch, dass wir das Richtige tun.» Und doch, sagt er selbstkritisch, tue man nie genug. «Wir sind ständig daran, neue Lösungswege zu suchen.» Es gebe in allen drei Bereichen – also Bildung, Gesundheit, Kinder – noch Luft nach oben.

Und es gibt Hoffnung auf Besserung. Thomas Michel wie auch Gemeinderätin Natasha Pittet, erst seit April im Amt, verorten diese an derselben Stelle: Dem Campus der Berner Fachhochschule, der in den nächsten Jahren eröffnet werden soll. «Darauf warte ich schon lange», sagt Michel. «Die Fachhochschule wird uns wahnsinnig helfen», sagt auch Pittet.



Auf dem Feldschlösschen-Areal hinter dem Bieler Bahnhof entsteht in den nächsten Jahren der neue Campus der Berner Fachhochschule.
Foto: Enrique Muñoz García

Der Campus wird junge Menschen nach Biel bringen, «die ihre Wochenenden in dieser diversen, lebendigen Stadt verbringen, hier leben, später vielleicht auch einen attraktiven Job finden und in Biel bleiben», sagt Natasha Pittet. Auch Michel hofft auf die «intellektuelle Lebendigkeit», auf einen besseren Mix, was die Ausgangslage der Menschen in der Stadt anbelangt.

«Und diese Hoffnung sollte man haben dürfen, ohne dass es gleich Kritik hagelt, sie sei gegen die Armutsbevölkerung gerichtet», sagt Michel. Biel dürfe sich in Anbetracht der hohen Sozialhilfequote sehr wohl einen besseren Mix wünschen.
Komme hinzu, dass die Stadt noch wachsen darf. «Andere Städte sind voll – Biel hat noch Platz.» Sie seien, sagen Pittet und Michel, «überzeugt vom Biel der Zukunft».

Absprung geschafft

Das Biel der Zukunft. Auch Anja M. wird Teil davon sein. Die Geschichte der jungen Frau geht gut aus. Sie heiratet wieder, erhöht ihr Arbeitspensum und meldet sich 2021 vom Sozialdienst ab. Aktuell wartet sie auf die Ergebnisse der Abschlussprüfungen zur kaufmännischen Angestellten.

Mit ihrer Erfolgsgeschichte ist Anja M. eine von rund 26 Prozent oder 735 Dossiers, die den Absprung von der Sozialhilfe schaffen, weil sie über eine neue Anstellung verfügen oder mehr Lohn erhalten. Eine schöne Wende im Leben der jungen Frau, die bereits mit dem nächsten Schritt liebäugelt. «Ich kann mir eine Weiterbildung im Bereich der Arbeitsintegration vorstellen.» So könnte sie anderen Menschen helfen, die sich in derselben Situation befinden, in der auch sie einmal feststeckte.

* Name der Redaktion bekannt

Gesprächsstoff – der Podcast von Berner Zeitung und «Bund»



Im Podcast «Gesprächsstoff» sprechen wir über Geschichten, die unsere LeserInnen und HörerInnen bewegen. Abonnieren Sie den Podcast auf Spotify, Apple Podcasts.

Möchten Sie weiterlesen? Wie wäre es mit einem Probeabo?

5 Kommentare

Seit 1850 die Zeitung für Biel und das Seeland

Bieler Tagblatt

Freitag 12.05.2023

AZ 2500 Biel
Nr. 110 | 141. Jahrgang
Fr. 4.30

www.ajour.ch

18 Jahre Haft gefordert
Die Staatsanwaltschaft will den Beschuldigten im Bieler Uzi-Prozess für 18 Jahre hinter Gittern sehen.
Seite 2

Badiwetter geht anders
Am Wochenende starten die meisten Seeländer Freibäder in die Saison. Noch ist es zu feuchtkalt für Vorfreude.
Seiten 6/7

So läufts in Bern
25 000 Läuferinnen und Läufer werden morgen am GP durch die Altstadt rennen. Was müssen sie alles wissen?
Seite 13

Elisabeth Baume-Schneider zu Besuch in Biel

Auf dem Bieler Zentralplatz haben 35 Organisationen und die Stadt Biel vorgestellt, was sie gegen Armut tun. Mit ihrem Besuch wollte die neue SP-Bundesrätin diese Arbeit würdigen.



Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider an einem der zahlreichen Stände sozialer Institutionen in Biel. Bild: Salmen Saidi

In Biel ist die Arbeitslosenquote mit vier Prozent doppelt so hoch wie im Kanton Bern. Knapp ein Viertel der Bielerinnen und Bieler zwischen 25 und 65 hat keine berufliche Ausbildung. Und jeder neunte Haushalt und jedes fünfte Kind ist von Armut betroffen und bezieht Sozialhilfe. In Biel leben also überproportional viele Menschen, die jeden Franken umdrehen müssen, die nicht wissen, ob sie am Ende des Monats jede Rechnung werden bezahlen können; die Mühe haben, wenn plötzlich eine hohe Rechnung vom Zahnarzt ins Haus flattert. Diese Menschen sollte der gestrige Aktionstag gegen Armut sichtbar machen. Inmitten von Biel auf dem Zentralplatz, mit vielen Infoständen und der ehemaligen Sozialarbeiterin und neuen Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider. *(jl)* **Seite 3**

«Im Grunde steckt im Fussball die ganze Welt.»

Christoph Biermann, Sportjournalist und Fan der schönen und Kritiker der hässlichen Seiten des modernen Fussballs

Seiten 16/17

Für ihn ist jedes Design ein Versuch

Biel Vier mal am Tag läuten nun sechs Glocken im Schulhaus Dufour in Biel. Die Scheiben aus Bronze hat der Bieler Designer Dimitri Bähler gestaltet. Er setzte sich damit gegen vier weitere Eingaben in einem Kunst-am-Bau-Wettbewerb durch. Inspirieren liess er sich dafür von der langen Geschichte des Ortes. Für die Umsetzung seines Designs hat er auf Handwerk zurückgegriffen, das eigentlich für ganz andere Glocken gedacht ist. *(sro)* **Seite 4**

Wegen Tierquälerei vor Gericht

Landwirtschaft An der gestrigen Verhandlung des Regionalgerichts drehte sich vieles um die Frage, was in der Tierhaltung normal ist. Wann ist eine Schweineklaue zu lang? In welcher Situation muss ein Bauer eine Tierärztin beiziehen? Welche Verletzungen kann er selber behandeln?Ein Seeländer Landwirt stand vor Gericht, nachdem im Juni 2021 das Amt für Veterinärwesen eine unangekündigte Kontrolle bei ihm durchgeführt und zahlreiche Mängel festgestellt hatte. *(mrs)* **Seite 9**

Inforama in Ins soll aufgewertet werden

Ins Das Bildungs- und Beratungszentrum für Landwirtschaft Inforama ist auf sieben Standorte im Kanton Bern verteilt. Künftig soll es nur noch drei Standorte geben – so der Plan des Regierungsrats. Das Inforama Seeland in Ins soll zum Zentrum für nachhaltigen Gemüsebau werden und künftig weit mehr Studierende ausbilden. *(cst)* **Seite 8**

Grenchens Captain ist wieder an Board

Fussball In der 2. Liga interregional kämpft der FC Grenchen um den Klassenerhalt. Deshalb sind am Sonntag gegen Unterstrass drei Punkte budgetiert. Nach einer einmonatiger Verletzungspause will sich auch FCG-Captain Samuel Zayas zurückmelden. Was gibt er in dieser schwierigen Situation dem Team mit auf den Weg? *(pss)* **Seite 18**

Die Migros bündelt ihr Supermarkt-Geschäft

Schweiz Erzrivale Coop holt auf, die deutschen Harddiscounter machen sich breit, der Einkaufstourismus boomt. Und die Online-Konkurrenz sowieso. Das alles hat der Migros arg zugesetzt. Nun wagt sie einen grossen Schritt vorwärts und legt per 2024 ihr Kerngeschäft, das Supermarkt-Geschäft, zusammen. *(pmc)* **Seite 26**

Übersicht

Aegerten In einer TV-Sendung will Ilian Herrmann das Herz der Bachelorette Yara erobern. **Seite 8**

Chasseral Die Familie Frésard verlässt das Hotel Chasseral bald. Was gibt es für sie noch alles zu tun? **Seite 11**

Heute wird Brienz geräumt

Schweiz Bis heute Abend müssen die Brienzerinnen und Brienzer ihre Heimat verlassen. Die Gesteinspakete, die sogenannte Insel, oberhalb des Bündner Dorfes bewegen sich schneller als erwartet. Die Geologie um Brienz ist komplex und gekennzeichnet von mehreren übereinander geschobenen und wieder abgeschobenen Gesteinsdecken. *(sny)* **Seite 28**

Abo Service: Tel. 0844 80 80 90, abo@bielertagblatt.ch, www.gassmannmedia.ch/aboservice
Redaktion: Robert-Walser-Platz 7, 2502 Biel, Tel. 032 321 91 11, btredaktion@bielertagblatt.ch
Inserate: service@gassmann.ch, www.gassmannmedia.ch/angebote

Todesanzeigen	13	Rätsel	21
TV + Radio	20	Wetter	22

9771424961000 50019

Verlag Gassmann Media AG
Robert-Walser-Platz 7, 2501 Biel

Saint-Imier Le Législatif délie les cordons de la bourse pour la bonne cause page 2

Sonceboz Marius Zurbuchen élève des pigeons depuis 60 ans page 12

LE JOURNAL DU JURA

DEPUIS 1863



Vendredi 12 mai 2023 No 110 CHF 3.80 J.A. - CH-2501 Bienne 1 ajour.ch

Visite fédérale



Bienne Elisabeth Baume-Schneider a officiellement lancé la journée d'action contre la pauvreté et la précarité dans la cité seelandaise jeudi. Discours et visite des institutions sociales locales au menu. page 3

Salmen Saidi

La retraite, un saut qui se prépare sans panique

Jura bernois Qu'on l'attende avec plus ou moins d'impatience, le moment de la retraite n'est jamais aisé. page 5

Les nouveaux retraités de la région ont été reçus, hier soir à Corgémont. Ils étaient une bonne centaine à venir écouter François Dubois. Le directeur de Pro Senectute Arc jurassien a tenu une conférence durant laquelle il a donné quelques pistes pour se préparer à cet important changement. Qu'il s'agit d'anticiper sans pour autant céder à la panique.

Une enseignante d'Odessa témoigne

Guerre en Ukraine Au lendemain de l'annonce de la Ville de Bienne de se jumeler avec cette cité portuaire ukrainienne, Karina Beigelzimer raconte son quotidien sous les bombes. Elle évoque également le bilinguisme dans lequel elle baigne. page 4

A la découverte de potions magiques

La Neuveville L'association Graines de curieux invite à découvrir la nature au travers d'un jeu didactique composé de 12 planches botaniques, de recettes et de potions magiques. Cette balade sera inaugurée le 3 juin avec une sympathique sorcière. page 8



Salomé Di Nuccio

Quand 11 artistes régionaux s'éclatent

Moutier A partir de ce soir, et jusqu'au 8 juillet, la Galerie du Passage propose "Le stand de Moutier, regards d'artistes d'ici", une exposition collective réunissant 11 artistes locaux. page 6

Une marque qui laisse son empreinte

Grand Chasseral La Fondation pour le rayonnement du Jura bernois tablait sur une génération pour que la marque fasse son trou. Or elle semble en avance sur les temps de passage. page 2



Keystone

Retour sur la folle épopée suédoise

Hockey sur glace En 2013, l'équipe de Suisse a conquis aux Mondiaux la médaille d'argent. Trois membres de l'équipe, Robin Grossmann, Luca Cunti et Patrick von Gunten évoquent cette aventure. pages 13 et 14

Abonnements 0844 80 80 00 abo@journaldujura.ch · Rédaction 032 321 90 00 redaction@journaldujura.ch · Annonces 032 344 83 83 service@gassmann.ch

aJOUR

9771424962007 50019

Region

Er kann für Mord verurteilt werden, auch wenn er nicht schoss

Dem 65-Jährigen, der 1999 bei einem tödlichen Raubüberfall in Biel-Mett dabei gewesen sein soll, drohen 18 Jahre Gefängnis. Dies, obwohl ihm nicht nachgewiesen werden kann, dass er die Tatwaffe abgefeuert hat.

Hannah Frei



Staatsanwältin Valérie Gysi gab in ihrem Plädoyer weitere Details bekannt. Zeichnung: Karin Widmer

Beim Raubüberfall, der 1999 in Biel-Mett geschah und bei dem ein 22-Jähriger sein Leben liess, sei absolut skrupellos gehandelt worden. Das sagt Staatsanwältin Valérie Gysi am Donnerstag in ihrem Plädoyer vor dem Regionalgericht Berner Jura-Seeland. «Die Täter zeigten ein totales Fehlen von Gefühlen.»

In der Nacht stiegen die vier maskierten Männer ins Haus einer Familie ein, fesselten, bedrohten, folterten die Eltern und den damals 15-jährigen Sohn. Als sie merkten, dass jemand draussen an der Tür stand, feuerte einer von ihnen vier Schüsse ab. Einer der beiden älteren Brüder verstarb, der andere konnte fliehen.

Unabhängig davon, ob es der nun vor Gericht Beschuldigte war, der in besagter Nacht abdrückte, sei er des Mordes und des Versuchs dazu schuldig zu sprechen, sagt Gysi. Der direkte Vorsatz sei bei ihm gegeben. Schliesslich hatten alle vier eine Waffe mitgeführt. «Das Vorgehen war gut organisiert, der Beweggrund besonders verwerflich», sagt Gysi. Mord aus Habgier, fasst sie zusammen.

Sie sollen sich gekannt haben

In Valérie Gysis Plädoyer werden zudem weitere Details zum Fall bekannt. Etwa, dass die vier maskierten Männer die Eltern beim Überfall mehrfach gefragt haben sollen, wo sich die beiden älteren Brüder aufhalten. Daher sei davon auszugehen, dass die Täter die Opferfamilie kannten. Gysi sagt sogar, die beiden älteren Brüder hätten gewusst, wer dahintersteckt. «Die Staatsanwaltschaft geht davon aus, dass so viel Druck auf die Opferfamilie ausgeübt wurde, dass sie geschwiegen habe», so Gysi.

Trotzdem sieht sie den Raub als Hauptmotiv für die Tat. Hätten es die Maskierten lediglich auf die beiden Söhne abgesehen, hätte es keinen Grund gegeben, die Eltern und den jüngeren Bruder miteinzubeziehen.

Doch welche Verbindung gibt es überhaupt zwischen dem Beschuldigten und der Familie? Gysi kommt auf die Vergangenheit des Nordmazedoniers im Kosovokrieg zu sprechen. Es sei davon auszugehen, dass er Ende der 90er-Jahre in Waffenexporte für die nationale Befreiungsarmee UCK verwickelt gewesen sei. «Der Beschuldigte hat keine Hemmungen, mit Waffen umzugehen», sagt Gysi. Der Überfall in Biel-Mett könne ein Racheakt gewesen sein. Dafür, dass die beiden Brüder kurz vor der Tat eine Uzi-Pistole an Anhänger der UCK verkauft haben sollen – und zwar zu teuer für die Käufer. «Diese Waffe war für die UCK bestimmt», ist Gysi überzeugt.

Dass er bei der Tat dabeigewesen sein muss, sei aufgrund der DNA-Analyse bewiesen. Sein Genmaterial befand sich nämlich nicht nur auf der Innenseite des Klebebands, mit dem die Eltern und der jüngste Sohn gefesselt worden sind, sondern auch auf dem Shirt der Mutter. Daher fordert Gysi 18 Jahre Haft für den heute 65-jährigen Nordmazedonier. Zudem fordert Daniel Gehrig, der Anwalt des jüngsten Sohns, eine Genugtuung von mindestens 55 000 Franken. Seit dem Vorfall sei sein Mandant IV-Bezüger.

Er wird erneut befragt

Bereits am ersten Prozesstag machte der Beschuldigte deutlich, dass er zu all den Vorwürfen nichts mehr zu sagen hat. Das will das Gericht jedoch so nicht stehen lassen. So ruft Gerichtspräsident Markus Gross den Beschuldigten am Donnerstagmorgen erneut in den Zeugenstand. Und erneut schweigt er.

Gross stellt eine Frage nach der anderen. Der Beschuldigte schweigt. Sogar dann, als ihn Gross auf seine widersprüchlichen Aussagen bei den Einvernahmen hinweist. Er sagte mehrfach aus, zum Tatzeitpunkt, also im Juni 1999, in Albanien gewesen zu sein. «Dies ist ihm jedoch erst nach der ersten Einvernahme eingefallen», sagt Gross. «Wieso?» Der Beschuldigte schweigt. Auch darauf, dass er einmal aussagte, nach seinem Aufenthalt in Albanien über Italien mit dem Auto in die Schweiz zurückgekehrt zu sein. Weiter will Gross von ihm wissen, wie es ihm denn gelungen sei, im August 1999 am Zoll vorbeizukommen, wenn er doch am 28. April 1999 von der Bundesanwaltschaft zur Verhaftung ausgeschrieben worden sei. Der Beschuldigte schweigt.

Bei der letzten Frage von Markus Gross wird der Beschuldigte jedoch hellhörig. Was er zu einem allfälligen Landesverweis zu sagen habe. Dieser droht ihm nicht wegen der Mordanklage – als die Tat begangen wurde, war die Gesetzeslage noch eine andere –, sondern nur dann, sollte er des unrechtmässigen Bezugs von Sozialleistungen schuldig gesprochen werden. Jetzt holt der Beschuldigte aus: Er habe sich nie etwas zuschulden kommen lassen. «Ich habe nichts getan, alles in der Anklage ist erfunden.»

«Es gibt

Bundesrätin Elisabeth

Interview: Jérôme Léchot

Elisabeth Baume-Schneider, Ihre Zeit als Bundesrätin ist knapp – weshalb sind Sie an den Aktionstag gegen Armut in Biel gekommen?
Elisabeth Baume-Schneider: Meine Zeit ist tatsächlich knapp. (lacht) Aber von Bern nach Biel ist es nicht weit. Und das Thema Armut beschäftigt mich sehr. Ich kenne den Leiter des Sozialdiensts in Biel gut und habe bereits mit ihm zusammengearbeitet. In Biel wird an mutigen und kreativen Projekten gearbeitet, die auf der Höhe der heutigen Herausforderungen sind. Mein Besuch ist auch als Würdigung dieser Arbeit zu verstehen. Und natürlich freue ich mich zu sehen, was an diesem Aktionstag alles läuft.

Wie wichtig ist ein solcher Aktionstag?
Es ist sehr wichtig, dass man ein soziales Problem in die Mitte der Stadt holt. Zu oft fühlen sich Menschen, die in finanzielle Schwierigkeiten geraten sind, die keine Arbeit mehr oder einen unsicheren Aufenthaltsstatus haben, schuldig. Dass man solche Situationen thematisiert, kann sie ermutigen zu denken: «Schau einmal, ich bin ja gar nicht alleine mit meinem Problem.» Viele der hier anwesenden Institutionen sind darum bemüht, die Menschen nicht nach ihren Mängeln zu definieren, sondern den Lebensweg, den sie bisher beschritten haben, wertzuschätzen.

Aber noch haftet Armut ein Stigma an – reicht ein solcher Aktionstag aus, um das zu ändern?
Natürlich nicht. Aber vielleicht wird danach die eine oder an-

REKLAME



Fünf Millionen Franken besser als erwartet

Nidau Die Jahresrechnung 2022 der Stadt Nidau weist ein ausgeglichenes Ergebnis aus. Budgetiert war ein Defizit von 4,997 Millionen Franken. Die Jahresrechnung 2022 schliesst somit um knapp 5 Millionen Franken besser ab als budgetiert. «Hauptgrund für die Besserstellung der Abrechnung ist der höhere Steuerertrag von knapp 4,5 Millionen Franken», schreibt die Stadt in ihrer Mitteilung. Hinzu käme, dass auf der Ausgabenseite diverse Aufwände tiefer ausgefallen seien als im Budget vorgesehen.

Das Investitionsvolumen von Nidau betrug im vergangenen Jahr rund 12 Millionen Franken. Damit lag es wie im Vorjahr erneut weit über dem Durchschnitt der Investitionsvolumen vor dem Rechnungsjahr 2021. Die Folgekosten für Abschreibungen aus dieser in den letzten beiden Jahren massiv gesteigerten Investitionstätigkeit fallen mit der Inbetriebnahme der entsprechenden Anlagen an. Sie werden demnach erst die zukünftigen Jahresrechnungen der Stadt belasten. *(pam)*

Viele suchen Hilfe

Die ökumenische Beratungsstelle in Biel bleibt gefragt.

Silvia Stähli-Schönthaler

Die Psychotherapeutinnen bzw. Psychologinnen der Ökumenischen Beratungsstelle für Ehe-, Partnerschafts- und Familienfragen Biel-Seeland sind derzeit stark gefordert. «Seit der Corona-Pandemie sind die Konsultationsstunden stark gestiegen», sagte Ida Stadler, Stellenleitern und Psychotherapeutin ASP an der Abgeordnetenversammlung im Calvin-Haus.

Seit Frühling 2022 sei die Nachfrage sogar um 7 Prozent angewachsen «und wir wussten oft kaum, wie wir diesem Ansturm noch gerecht werden können.» Denn es gelte das «ungeschriebene Gesetz», der hilfesuchenden Klientel innert 14 Tagen einen ersten Beratungstermin anbieten zu können.

Stellenprozente erhöhen

Der Verbandsrat der Beratungsstelle, welcher 35 Kirchgemeinden angeschlossen sind, musste daher die Stellenprozente von bisher 145 Prozent auf 150 Prozent erhöhen. «So konnten wir die Situation einigermassen meistern», sagte Präsident Jürg Rauber. Zudem seien letztes Jahr etwas mehr Spendengelder eingegangen, was die Verantwortlichen sehr freut.

Dennoch bleibe die finanzielle Lage im Hinblick auf die zunehmenden Kirchenaustritte angespannt. Denn bei Klienten, die finanziell nicht in der Lage seien, für die Beratungen zu bezahlen, wolle man auch in Zukunft auf eine Kostenbeteiligung verzichten und es so allen Menschen ermöglichen, Hilfe zu suchen, wenn sie diese nötig hätten.

Rechnung mit Gewinn

Die Jahresrechnung 2022 schliesst mit einem Gewinn von 29 270 Franken. Das Budget 2024 sieht einen Ausgabenüberschuss von 15 500 Franken vor.

Theres Meichtry wurde als Vizepräsidentin für eine weitere Amtszeit bestätigt. Ebenso als Mitglied des Verbandsrats wiedergewählt wurde Liselotte Köles.

Bedürftige

Der gestrige Anlass hatte

Donna Gallagher/jl

Es war eine etwas andere Art von Armutsbekämpfung, die gestern auf dem Zentralplatz in Biel versucht wurde. Im Rahmen des Aktionstages gegen Prekarität, abseits der politischen Reden, waren 35 Vereine aus der Region mit ihren Ständen anwesend, um gemeinsam den «Markt der Möglichkeiten» zu bilden. Er sollte den Passantinnen und Passanten zeigen, was in Biel alles gegen Armut unternommen wird.

Der Name dieses Aktionstags sagt viel über das Ziel der Stadt aus, die dieses Projekt in Zusammenarbeit mit dem «Dachverband soziale Institutionen Biel Region» (DSI) initiiert hat. «Wir haben diesen grossen Infomarkt geschaffen, um die verschiedenen in Biel tätigen sozialen Institutionen am gleichen Ort zur gleichen Zeit zusammenzubringen», sagt Emilie Clavel, Projektassistentin der Stadt Biel. «Es ist uns wichtig zu zeigen, dass es Angebote gibt, und zwar in der Region.»

Menschen, die durch alle Maschen fallen»

Baume-Schneider (SP) hat den Aktionstag gegen Armut in Biel besucht. Sie erklärt, dass auch die Gesellschaft in der Verantwortung steht.

dere Person in ihrem Quartier oder ihrer Nachbarschaft anders hinschauen. Sie wird sich dann vielleicht eher trauen, jemanden in Schwierigkeiten anzusprechen und diese Person auf eines der vielen Angebote aufmerksam zu machen, das ihr helfen könnte.

Was macht es mit Ihnen, wenn Sie einer Person in einer schwierigen Situation begegnen?
Es berührt mich immer, macht mich traurig. Ich versuche dann zuzuhören und der Person zu versichern, dass sie nicht auf sich selbst gestellt ist. Dass sie etwa aufs Sozialamt gehen oder auch schon nur mit einer Freundin sprechen könnte. Das Schlimmste ist, wenn Menschen in der Einsamkeit versinken und nur noch auf sich selbst gestellt sind.

Und doch zeigen die neuesten Zahlen: Die Armut ist auch in der reichen Schweiz auf dem Vormarsch. Wie kann das sein? Müsste man nicht mehr tun?
Ja, man müsste mehr oder besser helfen. Es besteht ein Sicherheitsnetz, aber es gibt Menschen, die durch alle Maschen fallen. Gewisse Menschen schämen sich, Sozialhilfe zu beziehen. Manche wissen nicht, dass es Hilfsangebote gibt, andere befinden sich knapp oberhalb der Grenze, ab der sie Anspruch auf Hilfe hätten. Und nochmals andere fürchten um ihren Aufenthaltsstatus. Ja, die Armut geht nach oben. Aber dafür sind die Betroffenen nicht alleine verantwortlich, das liegt auch in der Verantwortung der Gesellschaft. Wir leben in einem Land, in dem wir es nicht zulassen sollten, dass die Menschen kein würdiges Leben führen können.



Elisabeth Baume-Schneider gibt am Aktionstag gegen Armut Auskunft. Bild: Salmen Saidi

Ist Biel mit besonderen Herausforderungen konfrontiert?
Was Biel auszeichnet, ist einmal dessen vergleichsweise überschaubare Grösse. Man spricht miteinander, kann die Probleme nicht ignorieren. Diese Nähe schafft gleichzeitig auch Probleme: Man kann nicht in der Anonymität einer Grossstadt verschwinden, schämt sich, will sich nicht den Blicken der anderen aussetzen. Ebenfalls charakteristisch für Biel ist, dass sie als Industriestadt wie La Chaux-de-Fonds, St-Imier oder Delémont in der Vergangenheit von Krisen heimgesucht worden ist. Und es hat hier viele Menschen, die aus dem Ausland gekommen sind. Aber das ist nicht ein Problem: Sie sind ja auch gekommen, um unsere Strassen und Häuser zu bauen. Wir werden Lösungen finden, und ich finde, dass Biel das wirklich gut macht.

Welche Rolle spielen hierbei die privaten Institutionen, wie sie zahlreich auf dem Zentralplatz vertreten sind?
Sie sind äusserst wichtig. Auch, weil sie niederschwellig funktionieren. Aber man kann sich nicht nur auf diese Institutionen abstützen, man braucht ein ganzes Netz an sozialer Absicherung. Einige Betroffene gehen zuerst auf solche Institutionen zu, beispielsweise zu Pro Senectute, weil die Armut ja nicht nur junge Menschen betrifft. Andere wiederum gehen direkt aufs Sozialamt. Wir müssen eng zusammenarbeiten, einander vertrauen. Denn für diese Aufgabe brauchen wir letztlich alle.

Sind Sie zuversichtlich, dass wir damit die Armut in der Schweiz erfolgreich bekämpfen können, ja vielleicht sogar loswerden?
Ich kann nicht versprechen, dass in zehn Jahren alles viel besser sein wird. Das wäre ein oberflächliches Versprechen. Aber man muss handeln, damit es nicht so weitergeht. Dafür muss ich mich jeden Tag, jede Stunde einsetzen, mit Menschen sprechen, schauen, was es an Möglichkeiten gibt, um die Armut zu mindern.

über Angebote informieren

unter anderem zum Ziel, öffentlich über Armut zu sprechen.

Eine besondere Schwierigkeit liege darin, dass ihre Zielgruppe relativ schwer zu erreichen sei, sagt Clavel. Deshalb also die Aktion mitten in Biel. Ihre Hoffnung: «Je mehr Menschen die verschiedenen Angebote kennen, desto grösser ist die Chance, dass die Informationen über diese Angebote auch bis zu den Menschen mit besonderen Bedürfnissen gelangen.»

Sichtbar sein

Corinne Thüler ist Mitglied der Vereinigung «ATD Vierte Welt». Sie ist mit einem Stand hier, um möglichst viele bedürftige Menschen zu erreichen, aber auch, um sich mit anderen solidarischen Organisationen zu vernetzen. Auch wenn wohl nicht viele prekär lebende Menschen vorbeikämen, um direkt am Stand Hilfe zu suchen, meint sie: «Wichtig ist auch, dass all die anwesenden Freiwilligen sich mit anderen Hilfsorganisationen austauschen können.» Damit sie besser wüssten, was die anderen jeweils tun. So erhofft sie sich, dass über diesen Informationsaustausch ein lebendiges Gefüge, ein dichtes Netzwerk aus regionalen Vereinen geschaffen würde. Und dann Hilfesuchende schnell an die richtigen Stellen weitergeleitet werden könnten.

Für Antonia Zbinden, Leiterin eines Vereins, der Schreibdienste anbietet, ist diese Veranstaltung auch insofern wichtig, als sie die Zivilgesellschaft anspricht und informiert. «Ich bin mir sicher, dass es so viele Menschen gibt, die sich gerne engagieren und helfen würden, aber nicht so recht wissen, wie sie das anstellen sollen.» Sie sei mit ihrem Verein auch hier, um neue Freiwillige zu gewinnen. «Und so wiederum das Leben all dieser Menschen in prekären Lebenslagen zu verbessern.»

Über Armut sprechen

Und zu verbessern gäbe es hier so einiges. In Biel liegt die Sozialhilfequote bei 10,2 Prozent, während der kantonale Durchschnitt bei 4,2 Prozent liegt. Emilie Clavel erläutert, was hinter einer solchen Zahl steckt. Dass jemand in prekären Verhältnissen lebe, zeige sich in vielerlei Hinsichten: «In der Isolation, in Gesundheitsproblemen, in einer schlechten Grundausbildung und mangelnden Weiterbildungsmöglichkeiten.» Auch hätten diese Menschen oft Schulden, seien aus dem sozialen Leben ausgeschlossen und lebten oft unter sich, was zur Ausbildung von Ghettos führen könne, so Clavel.

Dieser Markt der Möglichkeiten will bei diesen unzähligen Problemen Gegensteuer leisten. «Wir gehen davon aus, dass es bei der Sozialhilfe eine Phase der Unsicherheit gibt, die vor, während und nach der Sozialhilfe fortbesteht.» Schon während des Sozialhilfebezugs sei das Leben alles andere als einfach, «aber was ist mit der Zeit davor und danach?», fragt Clavel. Genau hier seien die Organisationen wichtig, die am Mittwoch auf dem Zentralplatz vertreten seien.

REKLAME



Elisabeth Baume-Schneider à Bienne contre la pauvreté

Bienne La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider était à Bienne ce jeudi, dans le cadre de la journée d'action contre la pauvreté et la précarité. Elle répond à nos questions.

Jérôme Léchot

C'était l'effervescence, ce jeudi à la place centrale de Bienne. La Conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider s'est rendue dans la cité seelandaise pour lancer la journée d'action contre la pauvreté et la précarité. L'événement, organisé conjointement par le Département des affaires sociales de la Ville et l'Organisation faîtière des institutions sociales Bienne et région, a pu profité de cette invitée de marque, présente notamment pour motiver les troupes.

Elisabeth Baume-Schneider, votre temps en tant que conseillère fédérale est compté. Pourquoi êtes-vous venue à la Journée d'action contre la pauvreté à Bienne?
Mon temps est effectivement compté (rires). Mais Berne n'est pas loin de Bienne. Et le thème de la pauvreté me préoccupe beaucoup. Je connais bien le directeur du service social de Bienne et j'ai déjà œuvré avec lui. À Bienne, on travaille sur des projets courageux et créatifs qui sont à la hauteur des défis actuels. Ma visite doit aussi être comprise comme un hommage à ce travail.

Quelle est, selon vous, l'importance d'une telle journée d'action?
Il est très important d'amener la question sociale au cœur de la ville. Trop souvent, les personnes qui ont des difficultés financières, qui n'ont plus de travail ou qui ont un statut de séjour précaire se sentent coupables. Le fait que l'on aborde ces situations peut les encourager à se convaincre qu'ils ne sont pas seuls avec leur problème. De nombreuses institutions présentes ici s'efforcent de ne pas définir les personnes en fonction de leurs difficultés, mais plutôt de valoriser le chemin de vie qu'elles ont parcouru jusqu'à présent.

Mais la pauvreté est encore très stigmatisée. Une telle journée d'action peut-elle suffire à changer les choses?
Bien sûr que non. Mais peut-être qu'après cela, certaines personnes regarderont ce qui se passe dans leur quartier ou dans leur voisinage différemment. Peut-être même que certains oseront davantage aborder quelqu'un en difficulté et attirer son attention sur l'une des nombreuses offres qui pourraient l'aider.

Que ressentez-vous lorsque vous rencontrez quelqu'un dans une situation difficile?
Cela me touche toujours, ça me rend triste. J'essaie alors d'écouter et de rassurer la personne en lui disant qu'elle n'est pas livrée à elle-même. Qu'elle pourrait par exemple se rendre au service social ou même parler à un ami. Je crois que le pire, c'est quand les gens s'enfoncent dans la solitude et ne peuvent compter que sur eux-mêmes.



La conseillère fédérale s'est rendue à Bienne dans le cadre de la journée d'action contre la pauvreté et la précarité. Salmen Saidi

La pauvreté ne cesse de gagner du terrain, même dans un pays aussi riche que la Suisse. Comment est-ce possible?
Il existe un filet de sécurité, mais certaines personnes passent à travers toutes les mailles. D'autres ont trop honte pour demander l'aide sociale. Certaines ne savent tout simplement pas qu'il existe ces aides. D'autres se trouvent juste au-dessus du seuil à partir duquel ils auraient droit à une aide. Et d'autres encore craignent pour leur statut de séjour. Alors oui, la pauvreté est en hausse. Mais les personnes concernées n'en sont pas les seules responsables, c'est aussi la responsabilité de la société. Nous vivons dans un pays où nous ne devrions pas permettre que les gens ne puissent pas mener une vie digne.

Quel est le rôle des institutions sociales privées, comme celles qui sont représentées en grand nombre sur la place centrale?
Ces associations sont extrêmement importantes. Mais on ne peut pas s'appuyer uniquement sur elles. Il faut tout un réseau de protection sociale. Certaines personnes concernées s'adressent d'abord à de telles institutions, par exemple à Pro Senectute, car la pauvreté ne touche pas que les jeunes. D'autres s'adressent directement aux services sociaux. Nous devons tous travailler en étroite collaboration, nous faire mutuellement confiance. Car, en fin de compte, nous avons besoin de tout le monde pour lutter contre la précarité.

Pensez-vous que cette lutte contre la précarité portera ses fruits?
Je ne peux pas promettre que tout sera beaucoup mieux dans dix ans. Ce serait une promesse superficielle. Mais il faut agir pour améliorer la situation. Pour cela, je dois m'engager chaque jour, chaque heure, parler aux gens, voir quelles sont les possibilités, toujours dans une optique de réduire la pauvreté.

Le marché des possibilités

Donna Leonie Gallagher

C'est une nouvelle façon de lutter contre la pauvreté qui a vu le jour à la place centrale de Bienne ce jeudi. Dans le cadre de la journée de l'action contre la pauvreté et la précarité, en marge des discours politiques, 35 associations de la région étaient présentes avec leur stand pour former ensemble le «marché des possibilités».
Un nom qui en dit long sur l'objectif de la Ville, à l'origine de ce projet avec l'organisation faîtière des associations de Bienne et région. «Nous avons créé ce grand marché de l'information afin de réunir physiquement et simultanément les institutions sociales actives à Bienne. Pour véhiculer le fait que des offres existent, et ce, dans la région», indique Emilie Clavel, assistante de projet au Département des affaires sociales. «Nous savons cependant que le groupe-cible est difficilement atteignable. Alors, un de nos postulats est de se dire que plus il y aura de monde qui connaîtra les différentes offres, plus les personnes ayant des besoins spécifiques auront des chances d'être informées.»

Parler pour déstigmatiser
Être visible et viser large pour tenter d'atteindre les personnes dans le besoin, mais aussi toucher d'autres rouages de la chaîne, comme l'explique Corinne Thüler, membre de l'association Mouvement Quart monde: «Ce n'est pas un problème s'il n'y a pas de personne en situation de pauvreté qui vient ici aujourd'hui», lance-t-elle. «L'important est que les bénévoles aient l'occasion de passer d'un stand à l'autre et de récupérer les prospectus d'autres associations.» Créer un tissu vivant, un véritable réseau d'associations régionales, afin d'être en mesure de rediriger les personnes en quête d'aide vers les services adaptés.
Pour Antonia Zbinden, responsable de l'association Service écriture, cet événement est également important dans ce qu'il permet d'interpeller et d'informer la société civile. «Je suis certaine qu'il y a tant de personnes qui souhaiteraient s'engager, mais qui ne savent pas trop comment s'y prendre. On est donc aussi là pour attirer des bénévoles.»
A Bienne, le taux d'aide sociale est de 10,2% (tandis que la moyenne cantonale se situe à 4,2%). «Cette précarité se manifeste par l'isolement, les problèmes de santé, une mauvaise formation de base, des dettes, l'exclusion de la vie sociale ou la formation de ghettos», indique Emilie Clavel. «Nous partons du principe qu'en ce qui concerne l'aide sociale, il y a une phase de précarité avant, pendant, et après. Pendant, on est soutenu, et c'est déjà loin d'être facile. Mais qu'en est-il de l'avant et de l'après?», note Emilie Clavel. D'où la nécessité des associations. «Il faut créer une synergie positive pour aider, en informant et en déstigmatisant. Et cela passe aussi par le fait de parler publiquement de la pauvreté.»

© lematin.ch 2023-05-12

suisse

Bienne: Employés municipaux: un salaire minimum fixé à 4000 francs

Ils seront 84 salariés à bénéficier dès le mois prochain d'un revenu plancher.

Vincent Donzé

Les personnes concernées travaillent majoritairement dans le secteur du nettoyage, soit à temps partiel ou à l'heure.

Adapter les classes salariales les plus basses, c'est une volonté mise en œuvre dès le mois prochain par les autorités biennoises. À partir de cette date, un salaire brut d'au moins 4000 francs par mois avec un 13e salaire sera versé aux employés municipaux.

Quatre-vingt-quatre employés profiteront de ce salaire plancher. Ils perçoivent actuellement entre 3700 francs et 3950 francs par mois dans des fonctions simples. Dans un contexte inflationniste, le Conseil municipal s'est dit être convaincu que la Ville de Bienne doit verser des salaires «qui permettent d'assurer l'autonomie économique d'une personne employée à 100%».

Pouvoir d'achat

En incluant les prestations sociales, les coûts de cette mesure sont estimés à 76 500 francs par an, mais la Ville de Bienne pourra renforcer non seulement le pouvoir d'achat des classes salariales les plus basses, mais aussi son attractivité et sa réputation d'employeuse «correcte et progressive».

Cette mesure a été annoncée la veille de la venue à Bienne de la conseillère fédérale Élisabeth Baume-Schneider, qui a rencontré jeudi le maire Erich Fehr à l'occasion d'une journée d'action contre la pauvreté. «La pauvreté progresse partout en Suisse», a déclaré la conseillère fédérale socialiste. À Bienne, le taux d'aide sociale est de 10,2%.

Elisabeth Baume-Schneider à Bienne contre la pauvreté

Bienne La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider était à Bienne ce jeudi, dans le cadre de la journée d'action contre la pauvreté et la précarité. Elle répond à nos questions.

Jérôme Léchot

C'était l'effervescence, ce jeudi à la place centrale de Bienne. La Conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider s'est rendue dans la cité seelandaise pour lancer la journée d'action contre la pauvreté et la précarité. L'événement, organisé conjointement par le Département des affaires sociales de la Ville et l'Organisation faîtière des institutions sociales Bienne et région, a pu profité de cette invitée de marque, présente notamment pour motiver les troupes.



La conseillère fédérale s'est rendue à Bienne dans le cadre de la journée d'action contre la pauvreté et la précarité. Salmen Saidi

Elisabeth Baume-Schneider, votre temps en tant que conseillère fédérale est compté. Pourquoi êtes-vous venue à la Journée d'action contre la pauvreté à Bienne?
Mon temps est effectivement compté (rires). Mais Berne n'est pas loin de Bienne. Et le thème de la pauvreté me préoccupe beaucoup. Je connais bien le directeur du service social de Bienne et j'ai déjà œuvré avec lui. À Bienne, on travaille sur des projets courageux et créatifs qui sont à la hauteur des défis actuels. Ma visite doit aussi être comprise comme un hommage à ce travail.

Quelle est, selon vous, l'importance d'une telle journée d'action?
Il est très important d'amener la question sociale au cœur de la ville. Trop souvent, les personnes qui ont des difficultés financières, qui n'ont plus de travail ou qui ont un statut de séjour précaire se sentent coupables. Le fait que l'on aborde ces situations peut les encourager à se convaincre qu'ils ne sont pas seuls avec leur problème. De nombreuses institutions présentes ici s'efforcent de ne pas définir les personnes en fonction de leurs difficultés, mais plutôt de valoriser le chemin de vie qu'elles ont parcouru jusqu'à présent.

Mais la pauvreté est encore très stigmatisée. Une telle journée d'action peut-elle suffire à changer les choses?
Bien sûr que non. Mais peut-être qu'après cela, certaines personnes regarderont ce qui se passe dans leur quartier ou dans leur voisinage différemment. Peut-être même que certains oseront davantage aborder quelqu'un en difficulté et attirer son attention sur l'une des nombreuses offres qui pourraient l'aider.

Que ressentez-vous lorsque vous rencontrez quelqu'un dans une situation difficile?
Cela me touche toujours, ça me rend triste. J'essaie alors d'écouter et de rassurer la personne en lui disant qu'elle n'est pas livrée à elle-même. Qu'elle pourrait par exemple se rendre au service social ou même parler à un ami. Je crois que le pire, c'est quand les gens s'enfoncent dans la solitude et ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

La pauvreté ne cesse de gagner du terrain, même dans un pays aussi riche que la Suisse. Comment est-ce possible?
Il existe un filet de sécurité, mais certaines personnes passent à travers toutes les mailles. D'autres ont trop honte pour demander l'aide sociale. Certaines ne savent tout simplement pas qu'il existe ces aides. D'autres se trouvent juste au-dessus du seuil à partir duquel ils auraient droit à une aide. Et d'autres encore craignent pour leur statut de séjour. Alors oui, la pauvreté est en hausse. Mais les personnes concernées n'en sont pas les seules responsables, c'est aussi la responsabilité de la société. Nous vivons dans un pays où nous ne devrions pas permettre que les gens ne puissent pas mener une vie digne.

Quel est le rôle des institutions sociales privées, comme celles qui sont représentées en grand nombre sur la place centrale?
Ces associations sont extrêmement importantes. Mais on ne peut pas s'appuyer uniquement sur elles. Il faut tout un réseau de protection sociale. Certaines personnes concernées s'adressent d'abord à de telles institutions, par exemple à Pro Senectute, car la pauvreté ne touche pas que les jeunes. D'autres s'adressent directement aux services sociaux. Nous devons tous travailler en étroite collaboration, nous faire mutuellement confiance. Car, en fin de compte, nous avons besoin de tout le monde pour lutter contre la précarité.

Pensez-vous que cette lutte contre la précarité portera ses fruits?
Je ne peux pas promettre que tout sera beaucoup mieux dans dix ans. Ce serait une promesse superficielle. Mais il faut agir pour améliorer la situation. Pour cela, je dois m'engager chaque jour, chaque heure, parler aux gens, voir quelles sont les possibilités, toujours dans une optique de réduire la pauvreté.

Le marché des possibilités

Donna Leonie Gallagher

C'est une nouvelle façon de lutter contre la pauvreté qui a vu le jour à la place centrale de Bienne ce jeudi. Dans le cadre de la journée de l'action contre la pauvreté et la précarité, en marge des discours politiques, 35 associations de la région étaient présentes avec leur stand pour former ensemble le «marché des possibilités».
Un nom qui en dit long sur l'objectif de la Ville, à l'origine de ce projet avec l'organisation faîtière des associations de Bienne et région. «Nous avons créé ce grand marché de l'information afin de réunir physiquement et simultanément les institutions sociales actives à Bienne. Pour véhiculer le fait que des offres existent, et ce, dans la région», indique Emilie Clavel, assistante de projet au Département des affaires sociales. «Nous savons cependant que le groupe-cible est difficilement atteignable. Alors, un de nos postulats est de se dire que plus il y aura de monde qui connaîtra les différentes offres, plus les personnes ayant des besoins spécifiques auront des chances d'être informées.»

Parler pour déstigmatiser
Être visible et viser large pour tenter d'atteindre les personnes dans le besoin, mais aussi toucher d'autres rouages de la chaîne, comme l'explique Corinne Thüler, membre de l'association Mouvement Quart monde: «Ce n'est pas un problème s'il n'y a pas de personne en situation de pauvreté qui vient ici aujourd'hui», lance-t-elle. «L'important est que les bénévoles aient l'occasion de passer d'un stand à l'autre et de récupérer les prospectus d'autres associations.» Créer un tissu vivant, un véritable réseau d'associations régionales, afin d'être en mesure de rediriger les personnes en quête d'aide vers les services adaptés.
Pour Antonia Zbinden, responsable de l'association Service écriture, cet événement est également important dans ce qu'il permet d'interpeller et d'informer la société civile. «Je suis certaine qu'il y a tant de personnes qui souhaiteraient s'engager, mais qui ne savent pas trop comment s'y prendre. On est donc aussi là pour attirer des bénévoles.»
A Bienne, le taux d'aide sociale est de 10,2% (tandis que la moyenne cantonale se situe à 4,2%). «Cette précarité se manifeste par l'isolement, les problèmes de santé, une mauvaise formation de base, des dettes, l'exclusion de la vie sociale ou la formation de ghettos», indique Emilie Clavel. «Nous partons du principe qu'en ce qui concerne l'aide sociale, il y a une phase de précarité avant, pendant, et après. Pendant, on est soutenu, et c'est déjà loin d'être facile. Mais qu'en est-il de l'avant et de l'après?», note Emilie Clavel. D'où la nécessité des associations. «Il faut créer une synergie positive pour aider, en informant et en déstigmatisant. Et cela passe aussi par le fait de parler publiquement de la pauvreté.»



Soziale Institutionen helfen auch bei finanziellen Schwierigkeiten. Zum Beispiel mit einem Budgetplan. Bild: Keystone

«Wir hören viele bewegende Geschichten»

Am Donnerstag sind im Rahmen des Tags der Armut über 30 Institutionen auf dem Bieler Zentralplatz vertreten. Schuldenberaterin Honorine Allimann erzählt, wer bei ihnen Hilfe sucht.

Interview: Deborah Balmer

Honorine Allimann ist die Leiterin des Sektors Soziales und Schulden beim Centre social protestant Berne-Jura (CSP). Im Interview sagt sie, dass es für niemanden einfach ist, aus der Schuldenfalle zu gelangen. Viel einfacher ist es, sich zu verschulden.

Honorine Allimann, Sie unterstützen Menschen, die persönliche, finanzielle oder soziale Schwierigkeiten haben. Wen haben Sie zuletzt beraten?
Honorine Allimann: Das war eine ehemalige Kundin, die vor einigen Jahren mithilfe von uns einen Privatkonkurs durchgeführt hatte. Vor Kurzem erhielt sie einen Zahlungsbefehl aus einem Verlustschein, der während ihres Konkurses ausgestellt worden war. Sie reagierte perfekt, indem sie gegen den Zahlungsbefehl Einspruch erhob, weil es ihr finanziell nicht besser ging. Sie erhielt jedoch den Gerichtsbeschluss und wurde aufgefordert, den Kostenvorschuss innerhalb von zehn Tagen zu bezahlen sowie ihre Stellungnahme und die dazugehörigen Beweismittel einzureichen.

Wie konnten Sie helfen?
Sie musste schnell handeln und im Zusammenhang mit ihrer wirtschaftlichen und persönlichen Situation zahlreiche Belege vorlegen. Es ist wichtig, dass die Menschen, die wir bei einem Privatkonkurs betreut haben, nicht zögern, uns erneut zu kontaktieren, wenn sie Fragen haben.

Für eine erste Kontaktaufnahme bieten Sie eine telefonische Sprechstunde an, bei der Sozialarbeiter Fragen beantworten. Ab welchem Schuldenbetrag melden sich die Menschen?
Ich glaube nicht, dass es eine Schwelle gibt, ab der die Menschen unsere Hilfe in Anspruch nehmen. Das ist sehr persönlich und hängt davon ab, wie die betroffene Person die jeweilige Situation empfindet. Wir hören bewegende und sehr unterschiedliche Lebensgeschichten. Wir können also nicht sagen, dass es eine Schwelle gibt, ab der die Menschen uns anrufen. Aber wir können feststellen, dass alle diese Menschen unter einer Form von Unsicherheit leiden, sei es wirtschaftlich, sozial oder beruflich.

Wie hoch ist die Hemmschwelle der Menschen, um Hilfe zu bitten?
Meistens haben die Betroffenen bereits versucht, selbst Lösungen zu finden, aber sie haben das Gefühl, dass sie nicht mehr weiterkommen. Oft ist es ein Lebensereignis, das die Menschen dazu bringt, sich an uns zu wenden – ein Kind, ein Umzug oder ein Antrag auf eine Aufenthaltsgenehmigung. Schulden erweisen sich dabei als Hindernis. Es kommt auch vor, dass Menschen auf Empfehlung einer anderen Stelle mit uns Kontakt aufnehmen, häufig des Betreibungsamts oder der Steuerverwaltung.

Budgetverwaltung und Schuldenabbau sind die Spezialität des CSP – kann man mit dem richtigen Budget aus der Schuldenfalle entkommen, ist das wirklich so einfach?
Nein, das ist nicht einfach. Überschuldete Personen befinden sich in einem komplexen sozialrechtlichen Umfeld. Sie haben Betreibungen, beziehen Sozialleistungen, haben vielleicht Steuerschulden. Sie müssen also zahlreiche Behördengänge erledigen, die sie entmutigen können. Die Aufstellung des Budgets ist nur ein Spiegelbild der Gesamtsituation. Ein Entschuldungsbudget ist ein Instrument, das sich aus mehreren Monaten der Betreuung, des Zuhörens und der Beratung sowie aus administrativen und rechtlichen Schritten ergibt, und das einen Ausblick auf die Möglichkeiten der Entschuldung ermöglichen sollte. Auf jeden Fall ist es für die Betroffenen schon ein grosser und wichtiger Schritt, unsere Beratungsstelle anzurufen.

Wie schnell spüren Sie eine Veränderung?
Nach mehreren Terminen merkt man sofort, dass die Menschen motiviert sind, sich aus der Misere zu befreien. Es ist sicher so, dass es einfacher und schneller ist, sich zu verschulden, als sich zu entschulden.

Kann grundsätzlich jeder in die Armutsfalle geraten, oder sind bestimmte Personen stärker gefährdet?
Es gibt Risikofaktoren, die die Wahrscheinlichkeit beeinflussen, dass eine Person oder ein Haushalt in die Armut abrutscht. Dazu gehören das Leben in einer Einelternfamilie, kleine Kinder, kein in der Schweiz anerkannter Berufsabschluss, eine ausländische Staatsangehörigkeit oder gesundheitliche Probleme. Wenn Menschen mit einem oder mehreren dieser Risikofaktoren konfrontiert sind, genügt manchmal ein entscheidender Faktor in ihrem Lebenslauf.

Welcher?
Das kann eine Scheidung, ein Gesundheitsproblem oder der Verlust des Arbeitsplatzes sein. Mit der aktuellen globalen und wirtschaftlichen Situation, insbesondere der Inflation, beobachten wir einen allgemeinen Kostenanstieg, der das Budget der einkommensschwächsten Haushalte belastet. So schwächen steigende Lebenshaltungskosten, Wohnkosten oder Krankenversicherungsprämien die Finanzen der unteren Mittelschicht immer mehr.

Sie werden auch am Tag der Armut auf dem Zentralplatz präsent sein. An wen möchten Sie sich wenden?
Wir wenden uns an die gesamte Bevölkerung von Biel und der Umgebung. Wir möchten auch für Menschen, die sich in Schwierigkeiten befinden, sichtbar sein und ihnen sagen, dass sie an unsere Türen klopfen, uns oder jede der anwesenden Institutionen anrufen können, um angemessene Unterstützung zu erhalten.

Das Interview wurde schriftlich geführt.

Der Tag der Armut in Biel

• Die Stadt Biel und der Dachverband soziale Institutionen Biel und Region organisieren gemeinsam den Aktionstag gegen Armut und Prekarität. Dieser findet am **Donnerstag, 11. Mai**, zwischen 12 und 20 Uhr auf dem Zentralplatz statt.
• Der Tag beantwortet diese Fragen: Welche sozialen Angebote gibt es in Biel? Wo kann ich Unterstützung erhalten? Wo kann ich mich engagieren?
• Das CSP Bern-Jura bietet **Sozial-, Rechts-, Ehe- und Familienberatung im Berner Jura und Biel** an. Es verfügt auch über Secondhand-Läden, einen Abholdienst und einen Bereich für die berufliche und soziale Wiedereingliederung. *(bal)*

Spendenaufruf war ein Misserfolg

Dargebotene Hand Im Jahr 2022 ist die Zahl der Anrufe bei der Dargebotene Hand Nordwest (Tel 143) um 10 Prozent gestiegen. Die am häufigsten in den Gesprächen angesprochenen Themen seien Probleme rund um die Alltagsbewältigung (39,07 Prozent), psychisches Leiden (21,09 Prozent), Paarbeziehungen (5,41 Prozent), Einsamkeit (5,35 Prozent) und schliesslich körperliches Leiden (5,16 Prozent), schreibt die Organisation. Vor allem Anrufe im Zusammenhang mit Suizidalität hätten in alarmierender Weise zugenommen: Innerhalb von drei Jahren seien diese um mehr als 50 Prozent gestiegen. Somit handle es sich heute um einen Anruf pro Tag um diese Thematik.

Der Rechnungsabschluss 2022 zeige eine prekäre finanzielle Situation. Die Zunahme der Anrufe während der Pandemie hatte den Bund veranlasst, die Dargebotene Hand schweizweit zu subventionieren. Doch diese Unterstützung ist nur einmalig gewesen. Die kantonalen und kommunalen Beiträge machen 16,5 Prozent des Budgets aus. Das kirchliche Umfeld trägt 40 Prozent bei, die restlichen 43,5 Prozent stammen aus Spenden.

Die erste Kampagne des Jahres sei ein Misserfolg gewesen, schreibt die Organisation. Das Crowdfunding, das anlässlich des Tags des Zuhörens am 14. März gestartet wurde, erreichte das gesetzte Ziel nicht. Deshalb brauche die Dargebotene Hand Nordwest, die dieses Jahr ihr 60. Jubiläum feiert, mehr denn je die Unterstützung der Bevölkerung und der Behörden, lässt die Organisation verlauten.

Die Regionalstelle Nordwest deckt die Kantone Jura mit dem Berner Jura ab, dazu Neuenburg, Freiburg, Biel, das Seeland und einen Teil des Kantons Solothurn. *(luh)*

Nachrichten

Unfall auf der A6 führt zu langem Stau

Aegerten Gestern am Nachmittag sind auf der Autobahn A6 zwischen Biel und Lyss auf der Höhe des Fussballplatzes des FC Aegerten insgesamt vier Fahrzeuge zusammengeprallt, die in Richtung Lyss unterwegs waren. Auch ein Lieferwagen mit Anhänger war in den Unfall verwickelt. Dieser kam querstehend auf der Fahrbahn zum Stillstand, worauf die Autobahn vorübergehend ganz gesperrt werden musste. Es kam zu langem Rückstau in beide Richtungen. Die Ambulanz brachte eine Person in das Spitalzentrum nach Biel. Weshalb es zum Unfall kam, steht noch nicht fest. *(pkb/rb)*

Pflegeheim erhält eine neue Leiterin

Aarberg Per Ende Juni geht Franziska Koeberle nach fast 15 Jahren als Geschäftsführerin des Aarberger Pflegezentrums Aarvital vorzeitig in Pension. Per 1. Juli wird Sonja Spring die Leitung übernehmen. Sie ist seit sieben Jahren Bereichsleiterin Hotellerie und seit drei Jahren stellvertretende Geschäftsführerin. *(mt)*